

ROYAUME DE BELGIQUE

-----

KONINKRIJK BELGIË

-----

AVIS 32.900/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION  
DU CONSEIL D'ÉTAT

-----

ADVIES 32.900/2

VAN DE AFDELING WETGEVING  
VAN DE RAAD VAN STATE

-----

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 18 janvier 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "régulant la suppression des juridictions militaires en temps de paix ainsi que leur maintien en temps de guerre", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 17, 19 et 24 juin, a donné, à cette dernière date, l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 18 januari door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot regeling van de afschaffing van de militaire rechtscolleges in vreedstijd alsmede van het behoud ervan in oorlogstijd", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 17, 19 en 24 juni 2002, op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

### Observation préliminaire

Selon l'article 157, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution, "des lois particulières règlent l'organisation des tribunaux militaires, leurs attributions, les droits et obligations des membres de ces tribunaux et la durée de leurs fonctions".

Comme l'indique l'intitulé de l'avant-projet, l'objectif poursuivi par le législateur est de supprimer les juridictions militaires en temps de paix. En procédant de la sorte, l'avant-projet ne méconnaît pas l'article 157, alinéa 1<sup>er</sup>, de la Constitution, la suppression des juridictions militaires n'étant pas totale.

Toutefois, le Gouvernement a estimé qu'il était nécessaire d'accompagner cette réforme d'une révision de l'article 157 de la Constitution. Dans un courrier du 19 février 2002 adressé à l'auditeur rapporteur, le Chef de cabinet adjoint du Ministre de la Justice a fait valoir que "la raison pour laquelle en 2000 il a été décidé de réviser la Constitution était que l'on souhaitait éviter que des juridictions militaires puissent être réinstaurées en temps de paix".

Le 22 mars 2001, le Gouvernement a déposé au Sénat <sup>(1)</sup> une proposition de révision de l'article 157 de la Constitution, dont l'alinéa 1<sup>er</sup> serait remplacé par la disposition suivante :

"Il y a des juridictions militaires lorsque l'état de guerre visé à l'article 167, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, est décrété. La loi règle l'organisation des juridictions militaires, leurs attributions, les droits et obligations des membres de ces juridictions, et la durée de leurs fonctions."

---

<sup>(1)</sup> Doc.parl., Sénat, session 2000-2001, n° 2-697/1.  
Le débat sur cette révision constitutionnelle a été entamé au sein de la commission des affaires institutionnelles du Sénat le 25 avril 2002.

Le texte, tel qu'il est rédigé, mentionne uniquement l'état de guerre visé à l'article 167, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2 de la Constitution. Il ne permet pas au Roi d'assimiler au temps de guerre la participation à l'étranger de forces belges pour le maintien ou le rétablissement de la paix et de la sécurité internationale, comme le prévoit l'article 15 de l'avant-projet. En conséquence, si le nouvel article 157 de la Constitution était adopté dans la rédaction proposée par le Gouvernement, il ne permettrait plus la création des tribunaux militaires en campagne chargé d'accompagner des troupes belges à l'étranger, comme le prévoient les articles 43 et 56 de l'avant-projet de loi.

### Observations générales

1.1. L'avant-projet de loi comporte deux livres, le Livre premier étant consacré au temps de paix et le Livre II au temps de guerre.

Cette subdivision ne met pas suffisamment en évidence l'hypothèse qui sera probablement la plus fréquente, à savoir l'accomplissement en temps de paix de missions sur le territoire d'Etats étrangers par des troupes belges.

Seuls les articles 15 à 17 de l'avant-projet évoquent cette situation particulière en apportant quelques modifications à la loi du 30 mai 1951 autorisant le Roi à étendre certaines dispositions applicables en temps de guerre ou de mobilisation aux membres des forces belges affectés à l'exécution de mesures décidées par le Conseil de sécurité des Nations unies.

Selon l'article 1<sup>er</sup> en projet de la loi du 30 mai 1951, précitée, le Roi peut, dans le contexte de ces missions, "par une décision délibérée en Conseil des ministres, déclarer les dispositions applicables pour le temps de guerre entièrement ou partiellement applicables aux militaires ou aux membres assimilés des forces armées" (article 15 de l'avant-projet).

.../...

Plusieurs dispositions du livre II consacré au temps de guerre, dérogent, dans une certaine mesure, aux garanties dont bénéficient les citoyens lorsqu'ils sont soumis à une procédure juridictionnelle en temps de paix. Par ailleurs, certaines garanties contenues dans l'article 6 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales sont mises entre parenthèses en raison de nécessités militaires résultant de l'état de guerre :

- dans certaines hypothèses, le prévenu ne pourra pas faire appel à un avocat pour assurer sa défense (article 3 de l'avant-projet);
- la composition des juridictions militaires pourra ne point comprendre de magistrats professionnels, voire, dans certaines circonstances, se limiter exclusivement à des militaires (articles 48, 49, 56, 57, 76 et 77 de l'avant-projet); de même les fonctions de juge d'instruction et de magistrat du ministère public pourront être assurées par la même personne (articles 56, § 3, et 57, § 2, de l'avant-projet), voire par un officier militaire;
- l'action publique ne pourra pas être introduite par la partie lésée (article 117 de l'avant-projet), celle-ci ne pouvant pas non plus se constituer partie civile devant le juge d'instruction auprès de la juridiction militaire (article 118 de l'avant-projet);
- les délais d'appel et de pourvoi en cassation pourront être suspendus par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres ou être ramenés à un délai maximal de cinq jours (articles 138 et 142 de l'avant-projet).

1.2. Si l'article 15 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales autorise les Etats parties à prendre des mesures dérogeant aux obligations prévues par la Convention, en cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation, ce n'est que dans la stricte mesure où la situation l'exige et à la condition que ces mesures ne soient pas en contradiction avec les autres obligations découlant du droit international.

.../...

LC

- 5 -

32.900/2

.../...

Dans son arrêt *Lawless* du 1<sup>er</sup> juillet 1961, la Cour européenne des droits de l'homme a donné une définition des autres "dangers publics menaçant la vie de la nation" :

"Considérant que, dans le contexte général de l'article 15 de la Convention, le sens normal et habituel des mots «en cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation» est suffisamment clair; qu'ils désignent en effet une situation de crise ou de danger exceptionnel et imminent qui affecte l'ensemble de la population et constitue une menace pour la vie organisée de la communauté composant l'Etat...<sup>(2)</sup>".

Dans un ouvrage qu'il a consacré à l'article 15 de la Convention, "Les droits de l'homme à l'épreuve des circonstances exceptionnelles" <sup>(3)</sup>, Rusen Ergec indique, après avoir analysé les différentes décisions des organes de la Convention relatives à la mise en oeuvre de l'article 15, précité, que

"... quelque vague que soit la notion de «danger public menaçant la vie de la nation», cette notion clef n'en exige pas moins un seuil élevé de gravité pour autoriser le déclenchement de l'état dérogatoire: abstraction faite de ses causes ou de son étendue géographique, le danger se définit essentiellement par ses effets et son imminence qui postulent une crise d'une ampleur telle qu'elle menace l'Etat dans ses structures. Sans nécessairement s'identifier à «une guerre totale», le danger public représente donc plus qu'une atteinte à l'ordre public ou à la sécurité de l'Etat qui peut être combattue par les limitations ordinaires aménagées par la Convention. Un état qui emporte des conséquences aussi lourdes que la suspension de celle-ci doit répondre à des critères beaucoup plus rigoureux."

Dans son avis 24.456/2, donné le 3 juillet 1996, sur un avant-projet de loi "contenant réforme des tribunaux militaires", la section de législation du Conseil d'Etat a tenu un raisonnement similaire, considérant que "l'envoi, en temps de paix, d'une fraction des forces armées dans un territoire étranger en vue notamment d'y accomplir des opérations humanitaires ou des opérations nécessaires au maintien ou au rétablissement de la paix et de la sécurité internationale ne peut être assimilé à l'une ou l'autre de ces hypothèses (c'est-à-dire des hypothèses visées à l'article 15 de la Convention)".

---

<sup>(2)</sup> Série A, n° 3, p. 56, § 28.

<sup>(3)</sup> Collection de droit international, éditions Bruylant, éditions de l'Université de Bruxelles, 1987, pp. 123 à 171.

LC

- 7 -

32.900/2

.../...

Lorsque des militaires belges quittent le territoire pour l'accomplissement de missions internationales en dehors de l'état de guerre, notamment en vue du maintien de la paix ou dans un contexte humanitaire, il n'est pas nécessairement démontré que ces interventions impliquent l'existence d'un grave danger constituant une menace pour la vie organisée de la communauté belge.

Eu égard aux exigences de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il n'apparaît pas que le législateur puisse rendre applicable d'une manière générale les dispositions du temps de guerre dérogeant aux garanties notamment contenues dans les articles 5 et 6 de la Convention, aux militaires et aux personnes assimilées se trouvant sur le territoire d'Etats étrangers en vue de remplir des obligations internationales qui s'effectueraient dans un contexte de paix.

L'avant-projet doit être repensé sur ce point afin d'organiser la justice militaire dans le respect des garanties consacrées par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, lorsqu'il s'agit des missions réalisées en temps de paix à l'étranger.

2. L'article 44 de l'avant-projet organise la constitution d'une réserve de magistrats qui pourront être appelés à siéger au sein des juridictions militaires en temps de guerre. Feront partie de cette réserve des magistrats civils désignés par le Roi pour une période de neuf ans renouvelable à condition qu'ils soient titulaires d'un brevet en "techniques militaires". Outre ces magistrats civils, l'alinéa 6 de la disposition prévoit que

"... le Roi nomme également des licenciés en droit qui peuvent être appelés à exercer les fonctions attribuées par la présente loi aux magistrats pour autant qu'ils soient titulaires d'un brevet en «techniques militaires»".

L'article 48 de l'avant-projet organise, pour la composition des juridictions militaires, une alternative entre un magistrat civil de réserve ou un licencié en droit de réserve assurant la présidence d'une chambre d'un tribunal. L'article 49 prévoit la même

.../...

alternative en ce qui concerne la composition de la chambre du conseil. L'article 50 prolonge l'alternative pour la désignation du juge d'instruction.

S'il peut se concevoir qu'en temps de guerre des circonstances exceptionnelles puissent justifier qu'une chambre d'un tribunal militaire soit présidée non par un magistrat professionnel mais par un juriste licencié en droit de réserve, il est en revanche incompatible avec les principes d'indépendance et d'impartialité qui doivent régir la constitution de toute juridiction qu'un choix discrétionnaire soit laissé à l'autorité de désigner à son gré, pour assurer la présidence d'une chambre du tribunal, soit un magistrat professionnel, soit un juriste dépourvu de la qualité de magistrat professionnel. Les textes doivent faire apparaître clairement que la désignation d'un juriste, licencié en droit de réserve, pour présider une chambre d'un tribunal militaire ne peut se faire que lorsque des circonstances exceptionnelles empêchent la désignation d'un magistrat professionnel de réserve.

La même observation s'applique en ce qui concerne la composition de la chambre du conseil ou la désignation du juge d'instruction.

3. Plusieurs dispositions de l'avant-projet envisagent l'exercice de la justice belge en dehors du territoire belge :

- selon l'article 24bis en projet du Code d'Instruction criminelle (article 2 du projet), le procureur fédéral peut exercer ses attributions "en dehors du territoire belge lorsque des conventions internationales ou le droit international ne s'y opposent pas";
- les articles 30 et 33 de l'avant-projet prévoient que les mandats d'amener et d'arrêt sont également exécutoires sur le territoire étranger où une fraction de l'armée est stationnée et où la personne contre laquelle il est décerné est en service, pour autant que des conventions internationales ou le droit international ne s'y opposent pas;
- les articles 56 et 57 de l'avant-projet autorisent la constitution de tribunaux militaires en campagne et de tribunaux militaires en campagne extraordinaires qui pourront siéger à l'extérieur du territoire de la Belgique principalement en temps de guerre mais

.../...

également en temps de paix lorsque des troupes belges effectuent des missions à l'étranger.

En règle générale, le droit pénal est territorial et il n'appartient pas à un Etat d'autoriser unilatéralement des actes de contrainte sur le territoire d'un autre Etat, faute de quoi il violerait la souveraineté de celui-ci.

Toutefois, dans le domaine militaire, des accords internationaux sont intervenus afin de reconnaître certaines prérogatives à l'Etat d'origine qui a envoyé ses forces armées sur le territoire d'un Etat de séjour.

Il s'agit notamment de la Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique nord sur le statut de leurs forces et de l'Annexe, signées à Londres le 19 juin 1951 et approuvées par la loi du 9 janvier 1953 (plus particulièrement l'article VII de la Convention) ainsi que de l'Accord complétant la Convention entre les Etats parties du Traité de l'Atlantique nord sur le statut de leurs forces, en ce qui concerne les forces étrangères stationnées en République Fédérale d'Allemagne, signé à Bonn le 3 août 1959 et approuvé par la loi du 6 mai 1963 (plus particulièrement les articles 17 à 30 et 37 - 38 de l'Accord).

Ce sont donc des conventions internationales spécifiques qui règlent le problème de l'exercice d'une compétence répressive en dehors du territoire national. Il n'appartient donc pas au législateur fédéral d'autoriser les magistrats à exercer leurs

attributions en dehors du territoire belge. Cette autorisation doit résulter expressément d'un accord international bilatéral ou multilatéral <sup>(4)</sup>.

---

(4) C'est en ce sens que s'est prononcée la section de législation du Conseil d'Etat lorsqu'elle a examiné un avant-projet de loi "contenant réforme des tribunaux militaires". Dans l'avis 24.456/2, donné le 3 juillet 1996, celle-ci s'est exprimée en ces termes :

"Tout autre est la question de savoir si les compétences extraterritoriales de l'Etat au plan répressif peuvent s'étendre à l'exercice, par celui-ci, de certains pouvoirs de police ou de contrainte à l'extérieur de son territoire. Plus particulièrement, la question se pose si la "loi du drapeau" entraînant compétence internationale des juridictions militaires belges autorise celles-ci à exercer leurs prérogatives à l'étranger non seulement par la tenue d'audiences ou la constitution de chambres temporaires accompagnant une fraction de l'armée se trouvant en dehors du territoire belge, mais également par l'accomplissement d'actes de poursuite ou d'instruction impliquant la mise en oeuvre de pouvoirs de contrainte.

Les articles 97 et 124 du projet doivent, à cet égard, particulièrement retenir l'attention. Des commentaires de l'exposé des motifs qui leur sont réservés et des explications fournies par le délégué du ministre, il ressort en effet que les dispositions précitées ont pour objet de permettre au juge d'instruction du tribunal auprès des Forces armées d'accomplir, sur le territoire d'un Etat étranger sur lequel se trouve une fraction des forces armées belges, tous les actes d'instruction relevant de sa compétence ordinaire, en ce compris la délivrance de mandats d'arrêt, sans distinguer selon que ces actes concernent un membre de cette fraction des forces armées ou une personne attachée à cette fraction ou autorisée à l'accompagner ou encore toute autre personne résidant sur le territoire de l'Etat étranger qu'elle en soit ressortissante ou non.

Une telle conception extensive des pouvoirs attribués aux juridictions militaires en dehors du territoire du royaume ne peut être admise. S'il n'est en effet pas contestable qu'en vertu des attributs de la souveraineté qui est la sienne, l'Etat peut établir à l'égard des éléments de ses forces armées des règles de compétence personnelle extraterritoriale, il n'en est pas moins vrai qu'en procédant à l'établissement de telles règles, l'Etat demeure tenu de respecter les limites que le droit international assigne à l'exercice de sa souveraineté, limites qui sont précisément déduites du respect de la souveraineté des autres Etats. De ce point de vue, s'il est généralement admis en droit international qu'en temps de paix, les troupes étrangères de passage sur le territoire d'un autre Etat peuvent échapper à la juridiction pénale de cet Etat, ce principe paraît doublement limité : d'une part, à la différence de l'immunité des agents diplomatiques, il n'exclut pas nécessairement la compétence des juridictions répressives locales pour connaître de certaines infractions commises par les militaires étrangers; d'autre part, il n'autorise pas, sans accord de l'Etat de séjour, l'accomplissement d'actes d'autorité ou de contrainte là spécialement où ces actes sont accomplis en dehors du camp militaire ou sont susceptibles d'affecter des personnes étrangères aux forces armées de l'Etat d'origine. Le plus souvent, la solution adoptée se fonde sur un partage de compétences entre l'Etat de séjour et l'Etat d'origine. A cet effet, des accords spécifiques sont conclus entre les parties qui déterminent les cas où chacune d'elles peut exercer une compétence répressive. Ainsi, à titre d'illustration, en ce qui concerne les forces belges en Allemagne, la matière des compétences juridictionnelles est réglée de manière très détaillée par l'article VII de la Convention de Londres du 19 juin 1951 sur le statut des forces de l'OTAN et par les articles XVII à XXX de l'Accord de Bonn du 3 août 1959 complétant la Convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces.

C'est, dès lors, erronément que les dispositions précitées du projet entendent avoir cette portée de conférer aux magistrats des juridictions militaires le pouvoir d'accomplir, sur le territoire d'un Etat étranger, des actes d'instruction impliquant la mise en oeuvre de contraintes susceptibles de porter atteinte à la souveraineté de cet Etat. L'exercice de pareilles compétences implique nécessairement que le magistrat soit autorisé à accomplir ces actes, soit par une convention bilatérale ou multilatérale conclue entre l'Etat belge et l'Etat

4. Le Livre premier est intitulé "Du temps de paix". Cet intitulé est inadéquat. En effet, de nombreuses dispositions figurant dans ce livre ne concernent que le temps de guerre. Ainsi, en est-il notamment de l'article 9 de l'avant-projet (article 9bis en projet) et de l'article 10 de l'avant-projet (articles 14decies, 14undecies et 14duodecies en projet).

Par ailleurs, le Livre premier apporte de nombreuses modifications à différents textes législatifs afin d'assimiler, en temps de paix, les militaires aux autres citoyens et les soumettre à la procédure pénale de droit commun ainsi qu'aux juridictions ordinaires. Or, ces modifications ne font pas référence au temps de paix. Ainsi intégrées dans les Codes concernés, il sera permis de se demander si ces modifications pourraient avoir une portée plus générale et être d'application également en temps de guerre.

A titre d'exemple, l'article 2 de l'avant-projet insère un article 24bis dans le Code d'instruction criminelle afin de donner au procureur fédéral la compétence de poursuivre en Belgique des militaires qui auraient commis des infractions à l'étranger, sur la base de l'article 10bis du Titre préliminaire du Code de procédure pénale. Comme l'ont indiqué les délégués du ministre, cette disposition ne devrait pas s'appliquer en temps de guerre car les fonctions du procureur fédéral seront alors assumées par les auditeurs militaires et l'auditeur général. Il convient, dès lors, de préciser dans l'article 24bis en projet du Code d'instruction criminelle que cette disposition ne vaut que pour le temps de paix.

Une observation identique peut être formulée à propos de l'article 24 de l'avant-projet insérant un article 309bis dans le Code judiciaire.

---

étranger, soit par un acte international contraignant pour l'Etat de séjour (pour cette dernière hypothèse, citons ainsi les "Statutes of force agreement" conclus entre les Nations unies et l'Etat de séjour sur le territoire duquel les troupes sont appelées à opérer en exécution des mandats de l'organisation internationale).

La question de la légitimité de la tenue d'audience en dehors du territoire du Royaume doit être examinée au regard des mêmes principes."

.../...

Il appartient en conséquence à l'auteur du projet de vérifier quelles sont les dispositions contenues dans le livre premier qui sont strictement d'application en temps de paix et quelles sont les dispositions qui, le cas échéant, pourraient être applicables tant en temps de paix qu'en temps de guerre.

5. Comme l'indique l'exposé des motifs, de nombreuses dispositions de l'avant-projet ont été recopiées de dispositions déjà existantes et parfois fort anciennes, telles les lois des 15 juin 1899 comprenant les titres Ier et II du Code de procédure pénale militaire .

Certaines des notions consacrées par ces dispositions ont pu évoluer au fil du temps, au point de ne plus être en conformité avec le cadre légal actuel, notamment en ce qui concerne les règles statutaires applicables aux militaires ou aux personnes qui font partie de l'armée.

Il convient dès lors de vérifier si les dispositions de l'avant-projet sont bien en adéquation avec ces règles, notamment celles qui déterminent actuellement les différentes positions juridiques des militaires, que ce soit en période de guerre ou en période de paix <sup>(5)</sup>.

#### Observations particulières

#### Examen du projet

---

<sup>(5)</sup> Voir la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition, ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles les militaires peuvent se trouver.

## Dispositif

### Article 2

1. Il est fait référence aux observations générales 3 et 4.

2. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 2. Dans le Titre préliminaire du Code de procédure pénale, il est inséré un article 24bis rédigé comme suit : (la suite comme au projet).".

3. L'article 24bis en projet du Code d'instruction criminelle soulève la question de la compétence du juge d'instruction lorsque le procureur fédéral est saisi d'une infraction commise à l'étranger.

Compte tenu de l'article 62bis du Code d'instruction criminelle, si l'infraction est commise à l'étranger et que le prévenu est également à l'étranger, seul le juge d'instruction de la résidence du prévenu pourra être saisi par le procureur fédéral <sup>(6)</sup>.

Mais que se passera-t-il si cette personne n'a pas de résidence en Belgique mais a été autorisée à suivre une troupe belge à l'étranger ? Il appartient au législateur de clarifier cette question.

### Article 3

---

<sup>(6)</sup> En vertu de la circulaire commune du 16 mai 2002 du Ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux relative au parquet fédéral (publiée au Moniteur belge du 25 mai 2002), le procureur fédéral qui demandera au juge d'instruction d'ouvrir une instruction ou qui décidera de centraliser un certain nombre d'instructions auprès d'un seul juge d'instruction devra observer les critères de compétence visés à l'article 62bis, alinéa 1<sup>er</sup>, du Code d'instruction criminelle.

Cette disposition insère un article 184ter dans le Code d'instruction criminelle afin d'assurer la représentation d'un prévenu ou d'un inculpé faisant partie d'une fraction de l'armée se trouvant à l'étranger lorsqu'un avocat ne peut être désigné conformément à l'article 184bis du même Code. Cette dernière disposition concerne le cas de l'indigence du prévenu lorsqu'il est fait appel à l'aide juridique de première ligne au sens des articles 508 à 508/23 du Code judiciaire.

Or, en l'espèce, il ne semble pas s'agir d'une question d'indigence dans le chef de la personne poursuivie mais bien d'un problème d'une autre nature, lié à l'éloignement de la personne du territoire belge.

En outre, la disposition en projet fait état de "circonstances" qui empêcheraient la désignation d'un avocat conformément à l'article 184bis du Code d'Instruction criminelle, sans réellement circonscrire la portée de ces circonstances.

Un telle rédaction pourrait être interprétée comme privant le prévenu ou l'inculpé du droit de choisir lui-même son défenseur en raison de circonstances particulières.

Selon les délégués du ministre, la volonté de l'auteur de l'avant-projet n'est pas de déroger à l'article 6, § 3, c), de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales qui dispose que tout accusé a droit notamment à "se défendre lui-même ou avoir l'assistance d'un défenseur de son choix et, s'il n'a pas le moyen de rémunérer un défenseur, pouvoir être assisté gratuitement par un avocat d'office, lorsque les intérêts de la justice l'exigent". Le prévenu ou l'inculpé aura bien le droit de choisir son défenseur mais si, en raison des circonstances, il n'est pas possible que ce défenseur se rende sur place, alors, il sera fait application de l'article 184ter en projet. Selon les délégués du ministre, ces circonstances seront liées à la sécurité de l'avocat qui ne pourra être suffisamment assurée par les troupes concernées.

.../...

Ces explications ne correspondent cependant pas aux termes de la disposition examinée.

S'il n'est pas possible pour le prévenu ou l'inculpé de choisir un défenseur ou de lui désigner d'office un avocat, le texte en projet autorise, en effet, le commandant de la fraction de l'armée où se trouve la personne à désigner un docteur ou un licencié en droit, à défaut, un officier et à défaut "une personne jugée capable de défendre l'intéressé".

En ce qui concerne la compatibilité d'une telle disposition avec l'article 6, § 3, c), de la Convention, précitée, il est renvoyé à l'observation générale 1. Une telle disposition pourrait tout au plus être prévue en temps de guerre lorsque les circonstances l'exigent. Elle devrait, en conséquence, être insérée à l'article 119 de l'avant-projet.

Article 6Article 524bis en projet du Code d'instruction criminelle

\_\_\_\_\_ L'alinéa 2 en projet, dispose que "si les circonstances l'exigent, ces avis, notifications et significations peuvent être envoyés par tous les moyens de communication appropriés, éventuellement à l'intervention des autorités militaires".

Interrogés sur le sens de cette disposition, les délégués du ministre ont expliqué qu'il pourrait être fait usage des moyens techniques dont dispose l'armée pour transmettre les avis, notifications et significations à l'intéressé, notamment sur des territoires ne disposant pas de moyens de communication suffisamment fiables.

Il est proposé de supprimer le terme "éventuellement".

Article 8

Il est fait référence à l'observation générale 5.

Article 10

(Observation générale)

Afin de permettre au Parlement une discussion et un vote article par article en application de l'article 76 de la Constitution, il convient de scinder cet article en articles distincts <sup>(7)</sup>.

Article 10Article 14 en projet de la loi du 27 mai 1870

\_\_\_\_\_ <sup>(7)</sup> Voir les avis 23.161/2, donné le 14 juillet 1994, et 32.112/2/V, donné le 14 août 2001.

En ce qui concerne les fonctionnaires qui sont assimilés à des officiers en vertu d'un arrêté royal, il est fait référence à l'observation générale 5.

Il est en outre suggéré de remplacer les mots "qui font partie de l'armée" par les mots "qui appartiennent à l'une des catégories suivantes :".

Article 10

Article 14bis en projet

Il est renvoyé à l'observation générale 5.

Article 10

Article 14ter en projet

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la portée exacte de l'arrêté royal auquel il est fait référence. S'agit-il de déterminer les critères sur la base desquels certaines personnes seront soumises à certaines dispositions des lois pénales militaires ?

Par ailleurs, la disposition en projet fait référence à des personnes engagées par un contrat de travail et n'envisage pas l'hypothèse d'agents statutaires détachés par exemple auprès de ces établissements ou services de l'armée.

La disposition en projet doit être plus précise sur ces points.

Article 10

Article 14quater en projet

Il est renvoyé à l'observation générale 5.

Article 10Article 14quinquies et 14sexies en projet

Il est fait référence à l'observation générale 5.

Article 10Article 14septies en projet

L'avant-projet utilise à plusieurs reprises tantôt la notion de "lois pénales militaires", tantôt la notion de "lois militaires". Interrogés sur cette distinction, les délégués du ministre ont répondu qu'il convenait de faire référence aux lois pénales militaires.

Article 10Article 14octies en projet

Il est renvoyé à l'observation générale 5.

Article 10Article 14decies en projet

La garde civique n'a plus de fondement constitutionnel. Cette disposition doit en conséquence être omise.

Article 10Article 14undecies en projet

.../...

Cette disposition fait référence aux "lois militaires belges". Comme en ont convenu les délégués du ministre, il y a lieu de se référer aux "lois pénales militaires".

L'article 46 de la Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne et la Convention relative au traitement des prisonniers de guerre, signées à Genève le 27 juillet 1929 et approuvées par la loi du 17 mars 1932, dispose que les prisonniers de guerre ne pourront être frappés par les autorités militaires et les tribunaux de la Puissance détentrice d'autres peines que celles qui sont prévues pour les mêmes faits à l'égard des militaires des armées nationales.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la raison pour laquelle le chapitre VII du Code pénal militaire intitulé "des détournements, des vols et de la vente des effets militaires" n'est pas rendu applicable aux prisonniers de guerre.

#### Article 11

La modification en projet fait référence au Code pénal militaire alors qu'elle est insérée dans ce même Code. Cette référence doit dès lors être omise.

#### Article 14

Interrogés sur le sens de cette abrogation, les délégués du ministre ont souligné que la volonté de l'auteur de l'avant-projet est d'abroger le Code pénal pour l'armée de terre du 20 juillet 1814, l'actuel article 61 du Code pénal militaire maintenant en vigueur les articles 1<sup>er</sup> à 14 du Code de 1814.

Pour tenir compte de cette intention, il suffit de supprimer dans l'article 61 précité, les termes ", à l'exception des articles 1<sup>er</sup> à 14 inclusivement,".

.../...

En outre, à l'article 143 de l'avant-projet, il n'y a plus lieu d'abroger le Code de procédure pour l'armée de terre du 20 juillet 1814.

#### Article 15

Il est fait référence à l'observation préliminaire et à l'observation générale 1.

#### Article 17

Il est fait référence à l'observation préliminaire et aux observations générales 1 et 3.

#### Article 24

#### Article 309bis en projet

\_\_\_\_\_ Outre les observations générales 1 et 3, cette disposition appelle les observations suivantes :

1. Les alinéas 1<sup>er</sup> et 2 en projet font référence à une "nomination" des magistrats du ministère public qui devront accompagner les troupes belges lors d'opérations à l'étranger.

Or, ces magistrats sont déjà nommés au sein de leur parquet d'origine. Le terme "nomination" n'est dès lors pas approprié. De l'accord des délégués du ministre, il convient d'utiliser le terme "désignation".

.../...

2. L'alinéa 3 en projet donne au procureur fédéral la compétence de désigner un magistrat du ministère public "lors de chaque opération militaire pour laquelle la présence d'un magistrat du ministère public est nécessaire" et qui accompagnera les troupes à l'étranger.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, la disposition en projet doit être plus explicite sur l'obligation des autorités d'informer le procureur fédéral des opérations militaires qui ont été décidées et sur les modalités de cette information.

3. L'alinéa 4 en projet dispose que ces magistrats doivent être titulaires "d'un brevet en techniques militaires délivré par le Ministre de la Défense depuis moins de 3 ans" mais n'apporte aucune précision sur le contenu de la formation qui aboutit à ce brevet ni sur les conditions dans lesquelles un tel brevet peut être délivré.

Ces conditions devraient par ailleurs être exprimées à la fin de l'alinéa 1<sup>er</sup>.

4. La disposition en projet reste également silencieuse sur les conséquences de la désignation d'un magistrat par rapport à la fonction qu'il occupe dans son parquet d'origine. Qu'advient-il du mandat s'il en est titulaire ? Quelles seront les conséquences de cette désignation sur sa carrière et son statut pécuniaire ?

#### Article 25

Il convient d'écrire :

"L'article 315 du même Code, modifié par les lois du 21 décembre 1994 et du 21 juin 2001, est complété comme suit :

.../...

«Les alinéas 2 et 4 ne sont pas applicables ...».

En effet, l'article 35 de la loi du 21 juin 2001 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne le parquet fédéral a inséré un nouvel alinéa entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 (devenu l'alinéa 4). De l'accord des fonctionnaires délégués, ce sont dès lors les alinéas 2 et 4 qu'il y a lieu de viser.

---

#### Article 26

1. Dans la phrase liminaire, il y a lieu de supprimer la référence à la loi modificative du 17 juillet 1978 qui n'est plus en vigueur depuis le 2 août 2000.

2. L'article 26 apporte des modifications à l'article 327 du Code judiciaire.

L'alinéa 2 en projet a trait aux délégations des magistrats du ministère public notamment au "service du Roi, dans des cabinets ministériels" ou encore des "offices gouvernementaux".

Au niveau fédéral, la réforme "Copernic" a supprimé les cabinets ministériels et la notion d'"offices gouvernementaux" n'est pas claire.

Ainsi que l'ont indiqué les délégués du ministre, l'article 327 du Code judiciaire doit être adapté pour tenir compte des nouveaux organes qui remplacent les cabinets ministériels.

Il est renvoyé à l'avis 33.150/2, donné le 3 juin 2002, sur un avant-projet de loi "modifiant certaines dispositions de la deuxième partie du Code judiciaire" dont l'article 29 modifie également l'article 327 du Code judiciaire afin de tenir compte de la réforme "Copernic". La nouvelle terminologie à utiliser est désormais celle d'"expert dans

.../...

un conseil stratégique ou dans un comité d'audit d'un service public fédéral ou en tant que membre du secrétariat d'un ministre ou d'un secrétaire d'Etat fédéral".

#### Article 27

Il y a lieu de corriger cet article comme suit :

"Art. 237bis. A l'article 327bis du même Code, inséré par la loi du 6 août 1993 et modifié par les lois du 10 août 1998 et du 17 juillet 2000, les mots ...".

#### Article 30

1. Cette disposition modifie l'article 9 de la loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive afin de rendre exécutoire sur le territoire d'un Etat étranger un mandat d'amener délivré par un juge d'instruction belge à la condition que "des conventions internationales ou le droit international ne s'y opposent pas".

Sur ce point, il est renvoyé à l'observation générale 3.

2. La disposition en projet envisage l'hypothèse d'un mandat d'amener qui serait décerné à une personne située à l'étranger qui serait "en service" auprès d'une fraction de l'armée.

Les termes "en service" ne semblent pas englober des personnes qui n'appartiennent pas à l'armée mais qui ont été autorisées à accompagner cette fraction de l'armée à l'étranger. Il serait souhaitable de se référer à l'article 10bis du Code d'instruction criminelle afin d'éviter des divergences d'interprétation.

La même observation vaut pour les articles 31, 32 et 33 de l'avant-projet.

.../...

### Article 32

1. Cette disposition de l'avant-projet envisage l'interrogatoire à distance du prévenu par le juge d'instruction en ayant recours à "des moyens audiovisuels".

Bien que la disposition en projet concerne l'interrogatoire par le juge d'instruction d'un prévenu lorsque celui-ci est à l'étranger auprès d'une troupe, il n'est pas exclu que le juge d'instruction recoure à ce système s'il souhaite confronter directement le prévenu à un témoin resté en Belgique par exemple.

En outre, telle que la disposition en projet est rédigée, le recours à des moyens audiovisuels constitue la règle, dès lors que le prévenu est auprès de troupes à l'étranger. Ce procédé d'audition est, dès lors, préféré à un interrogatoire direct sur le sol belge. Le Conseil d'Etat s'interroge si telle est bien la volonté de l'auteur de l'avant-projet.

2. Il est renvoyé aux avis 30.522/2, donné le 6 novembre 2000, sur un avant-projet de loi devenu la loi du 8 avril 2002 relative à l'anonymat des témoins<sup>(8)</sup> et 31.411/4, donné le 3 juillet 2001, sur un avant-projet de loi "relatif à l'enregistrement de déclarations au moyen de médias audiovisuels".

Dans ces avis, la section de législation a insisté sur la nécessité que l'utilisation de ces systèmes soit compatible avec l'exercice des droits de la défense du prévenu ou de l'inculpé, compte tenu de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. De plus, le Conseil d'Etat invitait le législateur à fixer les critères minimaux auxquels le système de télécommunication doit répondre.

### Article 33

---

<sup>(8)</sup> Moniteur belge du 31 mai 2002.

Il est renvoyé à l'observation générale 3 dans la mesure où il s'agit de rendre un mandat d'arrêt exécutoire sur le territoire d'un Etat étranger.

#### Article 35

1. Cette disposition insère un article 32bis dans la loi du 20 juillet 1990, précitée. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens exact des deux premiers alinéas en ce qu'il est fait référence au "délai visé à l'article 19, § 1<sup>er</sup>", de la même loi. Comme en ont convenu les délégués du ministre, le délai dont il est question est celui visé à l'article 21, § 1<sup>er</sup>, de la même loi. La disposition doit être corrigée sur ce point.

2. La prolongation du mandat d'arrêt pourrait être décidée par le commandant de l'unité militaire dont dépend l'intéressé quand le "juge d'instruction ne peut être atteint". Une telle disposition n'est pas conforme à l'article 12, alinéa 3, de la Constitution qui impose clairement que nul ne peut être privé de sa liberté qu'en vertu de l'ordonnance motivée d'un juge. Seul un juge est donc habilité à délivrer un mandat d'arrêt et à décider de son renouvellement. Cette disposition doit en conséquence être omise.

#### Article 36

Il convient de préciser qu'il s'agit de l'article "34, § 2, alinéa 2, de la même loi".

### Article 39

La modification apportée à l'article 5 de la loi du 22 décembre 1998 sur l'intégration verticale du ministère public, le parquet fédéral et le conseil des procureurs du Roi n'a plus de raison d'être, car l'article 5-1° a été rapporté par l'article 67 de la loi du 21 juin 2001 modifiant diverses dispositions en ce qui concerne le parquet fédéral.

### Article 40

Il convient de préciser : "(...) l'article 2, § 2, quatrième tiret, de la loi (...)".

### Article 41

Il y a lieu d'indiquer :

"Art. 41. A l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, premier tiret, de la même loi, ...".

### Article 42

Cette disposition détermine la période du temps de guerre. L'article 2 de la loi du 20 mai 1994 relative à la mise en oeuvre des forces armées, à la mise en condition ainsi qu'aux périodes et positions dans lesquelles le militaire peut se trouver contient déjà une telle définition. Il serait dès lors souhaitable que l'avant-projet fasse référence à la loi précitée.

### Article 43

.../...

A l'alinéa 1<sup>er</sup>, il est question de "l'arrêté royal pour la mobilisation de l'armée" alors qu'à l'alinéa 3, il est fait référence à "l'arrêté d'institution".

Il convient de préciser la portée de ces notions.

#### Article 44

1. Il est fait référence à l'observation générale 2.

2. L'article 44 de l'avant-projet n'exige aucune expérience juridique particulière de sorte que pourraient être désignés comme magistrat de réserve des licenciés en droit n'ayant jamais exercé une profession juridique.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, l'alinéa 6 doit être complété en vue d'exiger une certaine expérience juridique.

3. L'alinéa 5 prévoit que les magistrats faisant partie du cadre de réserve appelés à siéger au sein d'une juridiction militaire en temps de guerre, doivent être titulaires d'un "brevet en techniques militaires délivré depuis moins de trois ans par le Ministère de la Défense".

Selon le commentaire de cette disposition, "le brevet en technique militaire - qui n'existe pas à l'heure actuelle - sera délivré à ceux qui suivront avec fruit la formation pratique (maniement des armes, identification des mines, ...) qui leur permettra de descendre sur le terrain en toute sécurité. Cette formation aura également pour objectif de familiariser les personnes concernées avec la vie militaire" .

Comme il a déjà été observé sous l'article 309bis en projet (article 24 de l'avant-projet, observation 3), la disposition examinée devrait mieux traduire ces intentions.

.../...

#### Article 46

Selon le commentaire de cette disposition, "les secrétaires et le personnel des secrétariats de parquet qui seraient titulaires d'un brevet en techniques militaires délivré par le ministère de la Défense pourraient être désignés par le Roi dans le cadre de réserve pour une période de 9 ans renouvelable. (...) Au besoin, des désignations pourraient avoir lieu d'office".

La désignation d'office n'est cependant pas prévue par le texte en projet. Comme en ont convenu les délégués du ministre, cette contradiction entre le commentaire et le dispositif doit être levée.

#### Article 47

Il convient d'écrire :

"Art. 47. Sous réserve de l'application des dispositions de la présente loi, (...) "

et au dernier alinéa :

"L'article 365, § 1<sup>er</sup>, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du Code judiciaire ( ...)".

#### Article 48 et 49

Il est renvoyé à l'observation générale 2.

#### Article 50

.../...

1. Il est renvoyé à l'observation générale 2.

2. Cette disposition utilise la notion de "juges militaires de réserve" alors que les dispositions qui précèdent font uniquement référence aux "magistrats de réserve".

La même observation vaut pour l'article 52, § 1<sup>er</sup>.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, le terme "militaires" doit également être omis.

#### Article 52

1. L'avant-projet de loi ne donne aucune indication précise sur le nombre de tribunaux militaires qui seront mis en place en temps de guerre, ni sur les effectifs qui assureront le fonctionnement de ceux-ci ainsi que de la Cour militaire.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> prévoit que les magistrats de réserve qui auront été désignés comme membre effectif d'un tribunal militaire seront dispensés automatiquement de leurs autres fonctions judiciaires. Ce qui implique que les juridictions de droit commun perdront des effectifs.

Les délégués du ministre ont expliqué à ce sujet que

"... pour éviter que l'exercice de fonctions dans une juridiction militaire ne se fasse au détriment des juridictions civiles, cet article peut être complété par un alinéa qui prévoit que la mise à disposition d'office constitue un empêchement au sens des articles 319 et suivants du Code judiciaire (articles 328 et 329 pour les greffiers et 329bis pour les secrétaires)".

La disposition en projet doit être revue en ce sens.

.../...

2. Le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, en projet dispose que "lorsqu'un président de chambre ou un juge d'instruction est empêché, il est remplacé par un suppléant...". Il y a lieu de préciser que les suppléances se font au sein du même rôle linguistique, comme en ont convenu les délégués du ministre.

Le paragraphe 2, alinéa 2, concerne le remplacement du président d'un tribunal militaire lorsqu'il est empêché. La question qui se pose est de savoir si le "président de chambre qu'il désigne" est soumis à des obligations linguistiques particulières.

Enfin, le texte ne propose pas de solution lorsque le président d'un tribunal militaire lui-même n'est plus en mesure de désigner son remplaçant.

D'après les délégués du ministre, la disposition en projet sera complétée, notamment afin de permettre le remplacement du président par le magistrat du cadre de réserve ayant l'ancienneté de service la plus élevée.

### Article 53

1. Le paragraphe 2, alinéa 2, n'exige qu'une simple déclaration de l'officier en ce qui concerne sa connaissance de la langue allemande sans l'obliger à fournir la preuve de cette connaissance.

L'article 49 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire détermine la manière dont les militaires faisant partie d'une juridiction militaire doivent justifier leurs connaissances linguistiques.

Selon les fonctionnaires délégués, la volonté de l'auteur de l'avant-projet n'est pas de déroger à l'article 49, précité, mais de le rendre applicable aux membres des juridictions militaires créées en temps de guerre.

.../...

Il convient, dès lors, de supprimer les mots "et s'il déclare connaître la langue allemande" et d'adapter l'article 49, précité.

2. Le paragraphe 4 dispose que "chaque assesseur prête serment, sur réquisition de l'auditeur militaire, au début de la première audience à laquelle il est appelé à siéger". L'avant-projet n'indique cependant pas la formule du serment qui devra être prêté. Cette formule est prévue aux articles 54 et 114 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le Titre II du Code de procédure pénale militaire, mais cette loi est abrogée par l'article 143 de l'avant-projet.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, la disposition examinée doit être complétée sur ce point.

3. Le paragraphe 6 prévoit que lorsque le prévenu est un officier, "aucune fonction judiciaire ne peut être remplie à son égard par un officier inférieur en grade ou moins ancien dans le grade". Que se passera-t-il cependant s'il s'agit de l'officier le plus élevé en grade et disposant d'une ancienneté de grade la plus importante ?

Comme en ont convenu les délégués du ministre, l'avant-projet doit apporter une solution à ce problème.

#### Article 56

1. Cette disposition détermine la composition des tribunaux militaires en campagne mais n'indique pas dans quelles circonstances ces tribunaux sont mis en place. La disposition en projet doit être plus explicite sur ce point.

Le paragraphe 1<sup>er</sup> indique que la composition de ces tribunaux "est autant que possible" identique à celle des tribunaux militaires. Comme en ont convenu les délégués du ministre, il s'agit dans un premier temps d'aligner la composition de ces

.../...

tribunaux sur celle des tribunaux militaires mais de pouvoir adapter, dans un second temps, cette composition lorsque des circonstances exceptionnelles interviennent.

Il est renvoyé aux observations générales 1 et 2.

2. Selon le paragraphe 3, "les fonctions de juge d'instruction peuvent être exercées par un magistrat du ministère public près le tribunal militaire en campagne ou, à défaut de docteur ou de licencié en droit, par un officier désigné pour exercer les fonctions de magistrat du ministère public près le tribunal militaire en campagne".

Dans son arrêt Pauwels du 26 mai 1988, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné l'Etat belge pour violation de l'article 5, § 3, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Dans le cadre de la procédure pénale militaire, le cumul des fonctions de poursuite et d'instruction n'est pas interdit. Dans son arrêt, la Cour, tout en reconnaissant l'indépendance des auditeurs militaires chargés par la loi de présider la commission judiciaire, a toutefois jugé que l'auditeur militaire ayant instrumenté dans l'affaire ne présentait pas les garanties d'impartialité inhérentes à la notion de "magistrat habilité par la loi à exercer des fonctions judiciaires", dès lors qu'il pouvait se voir et s'était effectivement vu amener à agir, en la cause, également à titre d'organe de poursuite et, par conséquent, de partie.

Bien que la disposition à l'examen ne trouverait à s'appliquer qu'en temps de guerre et qu'en vertu de l'article 15 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, les Etats sont autorisés dans cette hypothèse à prendre des mesures dérogatoires par rapport à la Convention, il convient de rappeler que l'article 15, précité, est de stricte interprétation et que la dérogation prévue est subordonnée à la survenance de circonstances d'une particulière gravité (voir supra l'observation générale 1).

La disposition examinée doit, dès lors, préciser qu'elle n'est applicable qu'en cas de circonstances exceptionnelles constitutives d'un état de nécessité.

.../...

3. Le paragraphe 2 fait référence aux "magistrats militaires de réserve". Les délégués du ministre ont indiqué que le terme "militaires" doit être omis.

#### Article 57

1. Cette disposition est insérée dans une sous-section 2 qui devrait devenir la sous-section 3 dans le texte français et qui est intitulée "Des tribunaux militaires en campagne extraordinaires"; or, le texte fait uniquement référence à la notion de "tribunal militaire en campagne". Comme l'ont indiqué les délégués du ministre, il convient de faire référence à la dénomination complète de ces tribunaux pour éviter toute confusion. La même observation vaut pour l'article 58 de l'avant-projet.

2. Le paragraphe 1<sup>er</sup>, précise que "lorsque, en Belgique ou à l'étranger, une place est investie ou se trouve dans des circonstances qui constituent l'état de siège, le commandant peut instituer un tribunal militaire en campagne". Cette disposition est inspirée de l'article 68 de la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre II du Code de procédure pénale militaire.

De l'accord des délégués du ministre, il doit être fait référence à l'arrêté-loi du 11 octobre 1916 relatif à l'état de guerre et à l'état de siège.

---

#### Article 60

Il y a lieu d'éviter la double conjonction "et/ou" et de la remplacer par "ou".

Cette remarque vaut également pour l'article 86, alinéa 2.

#### Article 61

.../...

1. Cette disposition utilise l'expression de "magistrats militaires de réserve". De l'accord des délégués du ministre, le terme "militaires" doit être omis.

2. Le contenu de cette disposition étant similaire à l'article 52 de l'avant-projet, il est renvoyé à l'observation 1 formulée sous celui-ci.

#### Article 62

Cette disposition invite l'auditeur militaire à tenir un registre dans lequel doivent être inscrits notamment "les pourvois en appel ou en cassation" ainsi que "les solutions intervenues".

Il serait plus correct d'utiliser les termes "les recours d'appel" ainsi que "les décisions intervenues".

#### Article 65

Il est renvoyé à l'observation générale 2.

#### Article 66

Il est renvoyé à l'observation 2 formulée sous l'article 57 de l'avant-projet dans la mesure où cet article fait également référence aux "circonstances qui constituent l'état de siège".

#### Article 68

Il est renvoyé à l'observation 1 faite sous l'article 52, § 1<sup>er</sup>.

### Article 69

Cette disposition prévoit, en cas d'empêchement, un remplacement des membres du greffe ou du personnel du greffe par un suppléant, mais n'indique pas suivant quelle procédure les suppléants seront désignés.

### Article 70

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pourquoi les personnes mentionnées à cet article sont dispensées du brevet en techniques militaires.

Par ailleurs, le second alinéa en projet autorise le commandant (lequel ?) à désigner des "employés militaires" pour exercer des fonctions au sein du greffe. La notion d'"employés militaires" est inappropriée par rapport aux règles statutaires applicables aux militaires. Mieux vaut utiliser le terme "militaires".

Enfin, s'agissant d'un changement d'affectation des militaires auprès de juridictions militaires, il est permis de se demander si une telle disposition ne doit pas faire l'objet d'une négociation syndicale au sens de l'article 2 de la loi du 11 juillet 1978 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats du personnel militaire des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical.

### Article 72

Il est renvoyé à l'observation 1 formulée sous l'article 52, § 1<sup>er</sup>.

.../...

Par ailleurs, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'avant-projet ne prévoit pas, pour les membres des secrétariats et le personnel de ceux-ci, une disposition similaire à l'article 69.

Comme l'ont indiqué les délégués du ministre, il s'agit d'un oubli; l'avant-projet sera corrigé sur ce point.

#### Article 73

Il est renvoyé aux observations formulées sous l'article 70.

#### Article 76

Il est renvoyé à l'observation générale 2.

#### Article 77

Il est renvoyé à l'observation générale 2.

#### Article 78

Cette disposition prévoit que le président de la Cour militaire est désigné parmi les magistrats de réserve alors que l'article 76 de l'avant-projet exige que le président d'une chambre de la Cour militaire, s'il est magistrat, doit être conseiller à la Cour d'appel.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, cette exigence doit également être prévue pour la désignation du président de la Cour militaire.

#### Article 79

1. Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 52, § 1<sup>er</sup>.

2. Le paragraphe 2 prévoit le remplacement du président de chambre, en cas d'empêchement, par un suppléant qu'il aura désigné. Cette disposition n'indique cependant pas selon quel critère la désignation interviendra et n'envisage pas l'hypothèse dans laquelle le président ne serait plus en mesure de procéder lui-même à la désignation de son suppléant. Comme en ont convenu les délégués du ministre, la disposition doit être revue sur ces points.

#### Article 80

1. A l'alinéa 2, comme indiqué notamment à l'article 53, §§ 1<sup>er</sup> et 3, en projet, il convient d'écrire "(...) sont désignés par tirage au sort pour une session (...)".

2. En ce qui concerne l'alinéa 4, il est renvoyé à l'observation 1 formulée sous l'article 53.

#### Article 84

Cette disposition, selon laquelle les assesseurs prêtent serment lors de la première audience à laquelle ils participent, n'indique pas, comme cela a déjà été relevé à propos de l'article 53, § 4, quelle sera la formule du serment.

.../...

LC

- 41 -

32.900/2

.../...

Article 87

La disposition utilise la notion de "magistrats militaires de réserve". Comme en ont convenu les délégués du ministre, le terme "militaires" doit être omis.

Par ailleurs, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 52, § 1<sup>er</sup>.

Article 88

La disposition examinée n'indique pas selon quel critère le suppléant sera désigné par l'auditeur général, ni quelle sera sa qualité. Il est renvoyé à l'observation générale 2.

Article 92

En ce qui concerne le second alinéa en projet, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 70, alinéa 2.

Article 93

Il est renvoyé à l'observation 1 formulée sous l'article 52, § 1<sup>er</sup>.

Article 94

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 70.

Article 96

.../...

En ce qui concerne l'alinéa 2, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 70, alinéa 2.

#### Article 97

Il est renvoyé à l'observation 1 formulée sous l'article 52, § 1<sup>er</sup>.

#### Article 98

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 70.

### Chapitre Ier - Règlement des compétences respectives des juridictions militaires et des juridictions de droit commun

Dans l'intitulé du chapitre, il est proposé, par souci de clarté, de remplacer les mots "juridictions de droit commun" par "juridictions répressives".

La même observation vaut pour la suite du projet.

#### Article 100

1. Il est question dans cette disposition de "circonstances qui d'après la loi constituent l'état de siège". Or, dans d'autres dispositions de l'avant-projet comme les articles 57 et 66, il est question de "circonstances qui constituent l'état de siège".

Cette discordance doit être levée si la volonté de l'auteur de l'avant-projet est bien de faire référence à l'arrêté-loi du 11 octobre 1916, précité.

2. Comme en ont convenu les délégués du ministre, la notion d'"habitants" est trop restrictive, notamment sur le plan du droit pénal. La volonté de l'auteur de l'avant-projet est de viser toute personne se trouvant sur le territoire.

3. Si, comme l'indique l'exposé des motifs, cet article "s'aligne quant au contenu sur l'article 20 de la loi du 15 juin 1899, abrogée par la présente loi" et, dès lors, vise à ce qu'en temps de guerre et en l'absence de juridictions ordinaires, les juridictions militaires reçoivent toutes les compétences pour juger, quelle que soit la qualité de la personne, il y a lieu d'indiquer :

"...les (habitants) sont jugés par les juridictions militaires pour toutes les infractions aux lois pénales ordinaires et conformément à celles-ci."

#### Article 101

Il convient d'indiquer :

"(...) compétentes pour connaître des infractions relevant des compétences des juridictions militaires,( ...)".

#### Article 102

1. Au paragraphe 1<sup>er</sup>, il serait préférable de faire référence à l'arrêté royal qui met fin au temps de guerre plutôt que d'utiliser les termes "au terme du temps de guerre".

2. Selon le paragraphe 3, "la compétence territoriale des juridictions visées au § 1<sup>er</sup> ou de la chambre des mises en accusation visée au § 2 est fixée conformément au Code d'Instruction criminelle". L'avant-projet reste en défaut d'indiquer les règles du Code d'instruction criminelle qui seront applicables lorsqu'il s'agit d'affaires pendantes devant des tribunaux militaires en campagne ou des tribunaux militaires en campagne extraordinaires établis à l'étranger.

.../...

La même lacune doit être relevée en ce qui concerne les articles 105 et 106 de l'avant-projet.

Il ressort des explications des délégués du ministre qu'il s'agit d'un oubli et que la disposition examinée sera complétée.

#### Article 103

Selon les délégués du ministre, il convient de faire référence à l'article 102 de l'avant-projet, en lieu et place de l'article 100.

#### Article 104

La notion de tribunal est trop restrictive puisque cette disposition concerne également la Cour militaire. Mieux vaut dès lors utiliser les termes "juridiction compétente".

#### Article 107

Selon cette disposition, les personnes soumises aux lois pénales militaires en vertu des articles 14 à 14undecies, en projet, du Code pénal militaire, relèvent de la compétence des tribunaux militaires après la proclamation du temps de guerre pour toutes les infractions aux lois militaires ou d'autres lois pénales spéciales ou au Code pénal de droit commun.

Mieux vaut remplacer les termes "après la proclamation du temps de guerre" par "dès l'entrée en vigueur de l'arrêté royal de mobilisation de l'armée pris en vertu de l'article 42" (de l'avant-projet).

De l'accord des délégués du ministre, il convient de viser "les lois militaires ainsi que les lois pénales".

.../...

LC

- 48 -

32.900/2

.../...

Article 108

Il convient de préciser qu'il s'agit des "étrangers même non militaires qui, en temps de guerre, se réfugient sur le territoire belge".

Article 112

Il y a lieu de préciser que la Cour militaire connaît de "l'appel" des jugements des tribunaux militaires.

Article 113

Selon cette disposition, le droit commun de la procédure pénale est d'application en temps de guerre "sous réserve des exceptions visées dans le présent titre".

Le Conseil d'Etat constate cependant que des dérogations sont contenues ailleurs que dans le Titre III de l'avant-projet, notamment en ce qui concerne les personnes habilitées à accomplir des actes de poursuites et d'instruction. Comme en ont convenu les délégués du ministre, mieux vaut dès lors viser les exceptions contenues dans le Livre II de l'avant-projet.

Articles 116, 117 et 118

Ces dispositions de l'avant-projet excluent que la juridiction militaire puisse être saisie de l'action publique par une citation directe de la partie lésée.

Il ressort du commentaire de cette disposition, qu'"en temps de guerre, la citation directe par la partie lésée ou par constitution de partie civile n'est pas possible.

.../...

Une exception est toutefois faite en cas de violations graves du droit humanitaire conformément à l'article 9, § 4, de la loi du 16 juin 1993".

Le commentaire n'indique cependant pas pourquoi une telle possibilité est exclue.

Les délégués du ministre ont expliqué que la volonté de l'auteur de l'avant-projet est d'éviter en temps de guerre le blocage de l'armée à cause de recours intempestifs dirigés contre des militaires. Cette explication devrait figurer dans l'exposé des motifs.

Enfin, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens de la réserve faite dans le commentaire de la disposition concernant l'article 9, § 4, de la loi du 16 juin 1993 relative à la répression des violations graves du droit international humanitaire. En effet, cette disposition est abrogée par l'article 37 de l'avant-projet .

Les délégués du ministre ont expliqué qu'il s'agit d'une erreur.

#### Article 119

1. Il est fait référence aux observations formulées sous l'article 184ter en projet du Code d'instruction criminelle (article 3 de l'avant-projet).

2. En outre, le texte comporte une contradiction dans la mesure où, en temps de guerre, il subordonne la commission d'office d'un défenseur au consentement de la personne poursuivie.

### Article 122

Au paragraphe 4, il y a lieu de prévoir que l'auditeur militaire peut interjeter appel.

Par ailleurs, la disposition examinée ne précise pas quel est l'effet de l'introduction de cet appel sur la mise en liberté de l'inculpé, décidée par la chambre du conseil.

De l'accord des délégués du ministre, la disposition à l'examen doit être complétée sur ce point.

### Article 124

Dans les alinéas 1 et 4, après les mots "le prévenu", il y a lieu d'ajouter les mots "ou l'accusé".

### Article 125

La modification projetée est de nature purement terminologique. Il serait cependant souhaitable de viser dans leur ensemble les lois du 1<sup>er</sup> juillet 1964 de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels <sup>(9)</sup> et du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation plutôt que de viser des dispositions particulières de ces lois. En effet, ces lois peuvent être modifiées ultérieurement.

---

<sup>(9)</sup> Et non de "certaines infractions sexuelles" comme indiqué dans l'avant-projet.

### Article 126

Le terme "recours" doit être remplacé par le terme "appel".

Cette disposition autorise la suspension du délai pour interjeter un appel conformément aux exigences de l'article 138 de l'avant-projet. La disposition examinée est cependant silencieuse sur les conséquences de cette suspension sur la procédure pénale en cours notamment quant à la prescription de l'action publique.

### Article 138

1. Il est fait référence à l'observation générale 1.

2. De l'accord des délégués du ministre, la notion de "nécessité militaire" doit être précisée.

3. L'alinéa 1<sup>er</sup> n'indique pas la manière dont les parties seront informées, spécialement de la réduction du délai d'appel à cinq jours maximum.

4. Sous réserve de ces observations, l'alinéa 1<sup>er</sup> serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 138. Par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, le délai d'appel peut en raison de "nécessités militaires" (voir observation 1) être suspendu ou ramené à un délai maximal de cinq jours.".

### Article 140

.../...

L'article 140 ne fournit aucune indication sur la manière dont le ministère public peut former son pourvoi.

#### Article 142

Il est fait référence aux observations formulées sous l'article 138.

#### Article 143

Cette disposition de l'avant-projet abroge plusieurs textes législatifs et réglementaires.

En ce qui concerne le premier tiret, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 14.

Au cinquième tiret, il y a lieu de corriger l'intitulé de la loi du 20 juillet 1814 en précisant la notion de "l'instruction provisoire".

Au septième tiret, l'intitulé de l'arrêté du Prince souverain du 15 mars 1815 doit être indiqué comme suit :

"Arrêté du Prince souverain (Guillaume d'Orange-Nassau) du 15 mars 1815, déclarant exécutoire en Hollande le code pénal militaire et le règlement de discipline".

Au huitième tiret, il convient d'écrire :

"Arrêté du Gouvernement provisoire du 9 novembre 1830 relatif à la publicité donnée à toutes les affaires portées devant les conseils de guerre".

Au dixième tiret, il y a lieu de préciser qu'il s'agit des lois du 15 juin 1899.

.../...

Au onzième tiret, il convient de supprimer dans l'intitulé de l'arrêté royal du 18 août 1914 les mots "en temps de guerre".

Au seizième tiret, il y a lieu d'écrire "les articles 7 et 8 de l'arrêté-loi du 14 septembre 1918 concernant la législation pénale-Modifications".

Après le dix-huitième tiret, le Conseil d'Etat se demande s'il ne convient pas d'abroger également l'arrêté-loi du 18 septembre 1944 relatif aux conseils de guerre permanents. De l'avis des délégués du ministre, une telle abrogation doit en effet intervenir.

#### Article 144

L'alinéa 5 dispose que les places du cadre temporaire en voie d'extinction "sont supprimées au fur et à mesure que leurs titulaires cessent de les occuper, par suite notamment, de nomination à d'autres fonctions, de mise à la retraite, de démission ou de décès". Le terme "notamment" implique que d'autres hypothèses pourraient être prises en considération.

Selon les délégués du ministre, il s'agit de la destitution disciplinaire et de la démission d'office. La disposition examinée doit être complétée en ce sens.

#### Articles 145 et 146

1. Ces dispositions déterminent le nombre des magistrats et des membres des greffes et du secrétariat qui sont actuellement affectés auprès des juridictions militaires. Les chiffres figurant dans le texte français ne sont pas toujours identiques à ceux du texte néerlandais. Ainsi, à l'article 145, § 3, le texte français indique qu'il y a neuf premiers substituts de l'auditeur militaire alors que la version néerlandaise indique sept premiers substituts de l'auditeur militaire. Il y a également une divergence dans le nombre

.../...

de substituts de l'auditeur militaire (6-8), visés au même paragraphe, de greffiers à la Cour militaire (1-3) visés à l'article 146, § 1<sup>er</sup>, de l'avant-projet, de greffiers-chefs de service (3-4), de greffiers (25-26), de rédacteurs (8-5), et d'employés (7-10) visés à l'article 146, § 2, de l'avant-projet, ainsi que de secrétaires-adjoints (1-4) visés à l'article 146, § 3, de l'avant-projet.

Comme en ont convenu les délégués du ministre, ces dispositions doivent être revues afin d'indiquer le nombre exact de personnes concernées par les cadres temporaires en voie d'extinction.

2. Au paragraphe 3, il est question du "cadre militaire temporaire des secrétaires (...)". Il en va de même aux articles 147, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 160 et 162 de l'avant-projet. Les délégués du ministre ont admis que le terme "militaire" peut être omis dans toutes ces dispositions.

3. Interrogés sur le sort des militaires actuellement détachés auprès des greffes et secrétariats des juridictions militaires, les délégués du ministre ont répondu qu'ils ne sont pas repris dans les cadres temporaires en voie d'extinction. Ces militaires seront remis à la disposition des forces armées.

L'exposé des motifs doit être complété sur ce point.

#### Article 150

1. En vertu de cette disposition, les greffiers et le personnel du greffe de la Cour militaire qui sont délégués auprès d'un greffe d'une Cour d'appel, y sont nommés, de leur consentement, dès qu'une place devient vacante à condition, d'une part, qu'ils aient obtenu une évaluation "très bon" et que, d'autre part, la nomination ait lieu dans le respect de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Il ressort du commentaire de cette disposition que ces nominations "se feront sans publication de la place vacante et sans que l'intéressé doive prêter serment". Le Conseil d'Etat s'interroge sur la situation des membres des greffes civils qui entreront en concurrence avec ce personnel des greffes militaires, la disposition en projet étant silencieuse sur ce point.

.../...

Les délégués du ministre ont indiqué qu'une priorité est donnée aux membres des greffes militaires sur les autres membres des greffes civils.

Il convient de pouvoir justifier objectivement une telle priorité au regard des articles 10 et 11 de la Constitution.

2. L'alinéa 2 précise que "dans le cas où plusieurs personnes issues du greffe près la cour militaire qui remplissent les conditions prévues à l'alinéa 1<sup>er</sup> sont déléguées dans le même greffe, la nomination revient à celui qui a l'ancienneté de grade la plus élevée". Toutefois, cette disposition n'indique pas quelle sera la solution à adopter lorsque les candidats ont la même ancienneté de grade.

Les délégués du ministre ont expliqué que, dans ce cas, un autre critère objectif devait être pris en considération. La disposition examinée doit être complétée en ce sens.

Les mêmes observations valent pour les articles 151 et 152 de l'avant-projet. Toutefois, à l'article 151 de l'avant-projet, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison la condition du respect de la loi du 15 juin 1935, précitée, n'est plus visée.

### Article 155

L'alinéa 2 rend applicable aux magistrats se trouvant dans le cadre en voie d'extinction, les dispositions de la Deuxième Partie, Livre I<sup>er</sup>, Titre VI, Chapitre Vquinquies, du Code judiciaire, consacrées à l'évaluation des magistrats.

Cependant, l'article 160 de l'avant-projet prévoit que l'évaluation ne se fait que dans la juridiction dans laquelle ils exercent leurs fonctions par voie de délégation. Il en résulte que les articles 157 et 160 doivent être fusionnés en faisant clairement apparaître les dispositions du Code judiciaire auxquelles il est dérogé.

Article 157

Comme en ont convenu les délégués du ministre, l'alinéa 1<sup>er</sup> doit être complété afin de prendre également en considération l'hypothèse de la destitution et du décès.

### Article 160

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 155.

### Article 161

Il convient de préciser que la garantie accordée ne vaut que pour les différentes catégories de personnel repris dans les cadres temporaires en voie d'extinction.

### Article 166

Comme il a été souligné à propos de l'article 102 de l'avant-projet, la disposition examinée détermine à quelles juridictions répressives seront transférées les affaires pendantes devant les juridictions militaires au moment de l'entrée en vigueur de la loi en projet. Selon le paragraphe 3, la compétence territoriale des juridictions ordinaires sera fixée conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle. Toutefois, la disposition examinée ne règle pas le sort des affaires pendantes devant le conseil de guerre en campagne établi à l'étranger.

La même observation vaut pour les articles 170 et 171 de l'avant-projet.

Les délégués du ministre ont exposé que le projet devait être complété sur ce point.

### Article 172

Plutôt que de recourir à une fiction juridique en indiquant que les magistrats et le personnel des juridictions militaires qui exercent des fonctions au sein de ces juridictions au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, "sont censés être titulaires

.../...

d'un brevet en techniques militaires", il serait préférable de les dispenser de cette obligation.

### Observations finales de légistique

1. L'usage veut que, dans le texte français, l'on écrive, "Chapitre premier", en toutes lettres. De même, les premières divisions s'indiquent par des chiffres ordinaux ("Chapitre premier", "article 1<sup>er</sup>", "§ 1<sup>er</sup>", ...), tandis que les divisions suivantes s'indiquent par des chiffres cardinaux, romains pour les divisions supérieures à l'article ("Chapitre II", "Section II", ...), arabes à partir de l'article ("article 2", "alinéa 2", ...).

Il y a lieu de corriger la numérotation des chapitres, sections et sous-sections qui comporte de nombreuses erreurs. Il convient également d'uniformiser la numérotation des titres, chapitres, sections et sous-sections qui alterne chiffres romains et chiffres arabes.

2. Les dispositions insérées par les articles en projet doivent figurer entre guillemets.

Cette remarque vaut notamment pour les articles 8, 9, 10, 17, 24, et 33.

3. Il y a lieu d'éviter l'expression "sans préjudice de", source de confusion, pour lui préférer l'expression "sous réserve de l'application de".

Cette remarque vaut notamment pour les articles 6, 26, 47 et 119.

.../...

4. L'avant-projet comporte également de nombreuses fautes d'orthographe, de ponctuation et de grammaire, notamment en ce qui concerne l'accord des participes passés.

Cette remarque vaut notamment pour les articles 10, 11, 13, 17, et 158.

#### Observations finales d'ordre linguistique

\_\_\_\_\_ Le texte néerlandais de plusieurs dispositions de l'avant-projet laisse à désirer du point de vue d'un usage correct de la langue et d'une terminologie cohérente.

A titre d'exemple, pour ce qui est de la dernière observation, il est relevé qu'à l'article 24 de l'avant-projet, (article 309bis, en projet), le terme néerlandais "aanwijzen" est rendu, dans la version française, aussi bien par "nommer" que par "désigner"; que le terme "prévenu" est rendu successivement dans la version néerlandaise par "verdachte" (article 32, article 16, § 2 en projet), par "betichte" (articles 56, § 2 et 82) et "beklaagde" (article 124). De même, le projet utilise constamment le terme "militaire auditeur" au lieu de "krijgsauditeur" (dénomination actuelle).

Pour ce qui est de la première observation, il est relevé que l'avant-projet contient des termes qui, dans le contexte où ils sont employés sont considérés comme étant erronés, tels que "overmaken" au lieu de "overzenden"; "binnen de ... uur", au lieu de "binnen ... uur"; "afleveren" au lieu de "afgeven, uitreiken"; "een einde stellen aan" au lieu de "een einde maken aan"; "in functie van" au lieu de "naargelang van".

-----



Voorafgaande opmerking

Luidens artikel 157, eerste lid, van de Grondwet, "(worden) de organisatie van de militaire rechtbanken, hun bevoegdheid, de rechten en verplichtingen van de leden van deze rechtbanken, alsmede de duur van hun ambt (...) door bijzondere wetten geregeld".

Zoals blijkt uit het opschrift van het voorontwerp wil de wetgever de militaire gerechten afschaffen in vreedstijd. Het in die zin opgestelde voorontwerp houdt geen schending in van artikel 157, eerste lid, van de Grondwet, aangezien de militaire gerechten niet volledig worden afgeschaft.

De Regering heeft het evenwel nodig geacht deze hervorming gepaard te laten gaan met een herziening van artikel 157 van de Grondwet. In een brief van 19 februari 2002 aan de auditeur-rapporteur, voert de adjunct-kabinetschef van de Minister van Justitie aan dat in 2000 besloten is de Grondwet te herzien om te voorkomen dat in vreedstijd opnieuw militaire rechtscollèges kunnen worden opgericht".

Op 22 maart 2001 heeft de Regering een voorstel tot herziening van artikel 157 van de Grondwet ingediend bij de Senaat<sup>(1)</sup>. Daarbij zou het eerste lid van dat artikel vervangen worden als volgt :

"Er zijn militaire gerechten wanneer de staat van oorlog bepaald in artikel 167, § 1, tweede lid, is afgekondigd. De organisatie van de militaire gerechten, hun bevoegdheid, de rechten en verplichtingen van de leden van deze gerechten, alsmede de duur van hun ambt worden bij wet geregeld."

Gelijk hij is gesteld, maakt de tekst alleen gewag van de staat van oorlog genoemd in artikel 167, § 1, tweede lid, van de Grondwet. Hij biedt de Koning niet de mogelijkheid de deelname van Belgische strijdkrachten in het buitenland voor het behoud

---

<sup>(1)</sup> Gedr. Senaat, zitting 2000-2001, nr. 2-697/1.  
De bespreking van die grondwetsherziening is op 25 april 2002 aangevat in de Commissie Institutionele Aangelegenheden van de Senaat

of het herstel van de internationale vrede en veiligheid gelijk te stellen met oorlogstijd, zoals bepaald in artikel 15 van het voorontwerp. Indien het nieuwe artikel 157 van de Grondwet wordt goedgekeurd in de redactie die wordt voorgesteld door de regering, zal het bijgevolg op de voet daarvan niet meer mogelijk zijn militaire rechtbanken te velde op te richten die emee belast zijn Belgische troepen in het buitenland te vergezellen, zoals bepaald in de artikelen 43 en 56 van het voorontwerp van wet.

### Algemene opmerkingen

1.1. Het voorontwerp van wet omvat twee boeken. Boek I gaat over vredeestijd en boek II over oorlogstijd.

Met zulk een indeling wordt de situatie die wellicht het vaakst zal voorkomen, namelijk dat Belgische troepen in vredeestijd opdrachten vervullen op het grondgebied van vreemde Staten, onvoldoende belicht.

Alleen in de artikelen 15 tot 17 van het voorontwerp komt die bijzondere situatie aan bod, doordat enkele wijzigingen worden aangebracht in de wet van 30 mei 1951 waarbij de Koning er toe gemachtigd wordt sommige in oorlogs- of mobilisatietijd toepasselijke beschikkingen eveneens van toepassing te verklaren op de leden van de Belgische strijdkrachten, belast met de uitvoering van door de Veiligheidsraad der Verenigde Naties getroffen maatregelen.

Luidens het ontworpen artikel 1 van de genoemde wet van 30 mei 1951 kan de Koning, in het kader van die opdrachten, "bij in Ministerraad overlegde besluiten, de bepalingen die in oorlogstijd van toepassing zijn, geheel of gedeeltelijk van toepassing verklaren op de militairen of daarmee gelijkgestelde leden van de strijdkrachten" (artikel 15 van het voorontwerp).

Verscheidene bepalingen van boek II, dat over oorlogstijd gaat, wijken tot op zekere hoogte af van de waarborgen die de burgers genieten wanneer, in vredeestijd, tegen hen een gerechtelijke procedure loopt. Bovendien moeten sommige waarborgen die vervat zijn in artikel 6 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de

.../...

fundamentele vrijheden, wijken voor militaire noodwendigheden die de staat van oorlog met zich meebrengt :

- in sommige gevallen kan de beklaagde geen beroep doen op een advocaat voor zijn verdediging (artikel 3 van het voorontwerp);
- het is mogelijk dat militaire gerechten worden samengesteld zonder beroepsmagistraten, en in bepaalde omstandigheden zelfs uitsluitend uit militairen bestaan (artikelen 48, 49, 56, 57, 76 en 77 van het voorontwerp); zo ook kan het zijn dat het ambt van onderzoeksrechter en dat van magistraat van het openbaar ministerie uitgeoefend worden door dezelfde persoon (artikel 56, § 3, en 57, § 2, van het voorontwerp), of zelfs door een militair officier;
- er kan geen strafvordering worden ingesteld door de benadeelde partij (artikel 117 van het voorontwerp), en daarenboven kan deze zich niet burgerlijke partij stellen bij de onderzoeksrechter bij het militaire gerecht (artikel 118 van het voorontwerp);
- de termijnen om in hoger beroep of in cassatie te gaan kunnen, bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, geschorst worden of teruggebracht tot een maximumtermijn van vijf dagen (artikelen 138 en 142 van het voorontwerp).

1.2. Artikel 15 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden machtigt de lidstaten weliswaar om in tijd van oorlog of in geval van enig andere algemene noodtoestand die het bestaan van het volk bedreigt, maatregelen te nemen die afwijken van hun verplichtingen ingevolge het Verdrag, maar enkel op voorwaarde dat deze maatregelen niet verder gaan dan de toestand vereist en niet in strijd zijn met andere verplichtingen die voortvloeien uit het internationale recht.

In het arrest-Lawless van 1 juli 1961 heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens een definitie gegeven van "enig andere algemene noodtoestand die het bestaan van het volk bedreigt" :

"Considérant que, dans le contexte général de l'article 15 de la Convention, le sens normal et habituel des mots «en cas de guerre ou en cas d'autre danger public menaçant la vie de la nation» est suffisamment clair; qu'ils désignent en effet une situation de crise ou de danger exceptionnel et imminent qui affecte l'ensemble de la population et constitue une menace pour la vie organisée de la communauté composant l'Etat ...<sup>(2)</sup>".

In een werk dat hij gewijd heeft aan artikel 15 van het Verdrag, "Les droits de l'homme à l'épreuve des circonstances exceptionnelles"<sup>(3)</sup> schrijft Rusen Ergec, na een analyse te hebben gemaakt van de verschillende beslissingen van de organen van het Verdrag aangaande de tenuitvoerlegging van het genoemde artikel 15 :

"... quelque vague que soit la notion de «danger public menaçant la vie de la nation», cette notion clef n'en exige pas moins un seuil élevé de gravité pour autoriser le déclenchement de l'état dérogatoire: abstraction faite de ses causes ou de son étendue géographique, le danger se définit essentiellement par ses effets et son imminence qui postulent une crise d'une ampleur telle qu'elle menace l'Etat dans ses structures. Sans nécessairement s'identifier à «une guerre totale», le danger public représente donc plus qu'une atteinte à l'ordre public ou à la sécurité de l'Etat qui peut être combattue par les limitations ordinaires aménagées par la Convention. Un état qui emporte des conséquences aussi lourdes que la suspension de celle-ci doit répondre à des critères beaucoup plus rigoureux."

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft in haar advies 24.456/2, gegeven op 3 juli 1996 over een voorontwerp van wet "houdende hervorming van de militaire rechtbanken", een soortgelijke redenering ontwikkeld, waarbij ze geoordeeld heeft dat "wanneer een deel van de strijdkrachten in vreedstijd naar een vreemd grondgebied wordt gestuurd, inzonderheid met het oog op het vervullen van humanitaire operaties of operaties die noodzakelijk zijn voor het behoud of het herstel van de vrede en van de internationale veiligheid, (...) zulks niet (kan) worden gelijkgesteld met een van deze beide gevallen (dat wil zeggen de gevallen bedoeld in artikel 15 van het Verdrag)".

---

<sup>(2)</sup> Reeks A, nr. 3, blz. 56, § 28.

<sup>(3)</sup> Collection de droit international, uitg. Bruylant, éditions de l'Université de Bruxelles, 1987, blz. 123 tot 171.

Wanneer Belgische militairen het grondgebied verlaten om internationale opdrachten te vervullen buiten de oorlogstijd, onder meer om de vrede te handhaven of in humanitair verband, is niet noodzakelijk aangetoond dat die interventies inhouden dat er een ernstig gevaar is dat een bedreiging vormt voor het georganiseerde leven van de Belgische gemeenschap.

Gezien de vereisten van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ziet het er niet naar uit dat de wetgever de bepalingen die gelden in oorlogstijd en die afwijken van de waarborgen die onder meer vervat zijn in de artikelen 5 en 6 van het Verdrag, globaal van toepassing kan verklaren op militairen en de daarmee gelijkgestelde personen die zich op het grondgebied van vreemde Staten bevinden om te voldoen aan internationale verplichtingen, die vervuld worden in een context van vrede.

Het voorontwerp dient wat dat betreft herzien te worden, zodat de militaire rechtsbedeling georganiseerd wordt met eerbiediging van de waarborgen die zijn vastgelegd in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden wanneer het gaat om opdrachten die in vredestijd in het buitenland worden vervuld.

2. In artikel 44 van het voorontwerp wordt de aanleg van een reserve van magistraten geregeld, op wie in oorlogstijd een beroep kan worden gedaan om zitting te houden in militaire gerechten. Die reserve bestaat uit burgerlijke magistraten die door de Koning worden aangewezen voor een vernieuwbare periode van negen jaar, op voorwaarde dat ze een brevet hebben van "militaire technieken". Het zesde lid van deze bepaling schrijft voor dat de Koning niet alleen die burgerlijke magistraten aanwijst, maar

"... (daarenboven) licentiaten in de rechten (benoemt) die kunnen worden opgeroepen om de functies door deze wet toegekend aan de magistraten uit te

.../...

oefenen, op voorwaarde dat ze houder zijn van een brevet inzake militaire technieken."

Artikel 48 van het voorontwerp bepaalt, wat de samenstelling van militaire gerechten betreft, dat ofwel een reserve-burgerlijk magistraat ofwel een reservelicentiaat in de rechten het voorzitterschap van een kamer van een rechtbank bekleedt. Artikel 49 voorziet in dezelfde twee mogelijkheden wat betreft de samenstelling van de raadkamer. Weer hetzelfde geschiedt in artikel 50 ten aanzien van de aanwijzing van een onderzoeksrechter.

Het is weliswaar denkbaar dat in oorlogstijd uitzonderlijke omstandigheden kunnen wettigen dat een kamer van een militaire rechtbank niet door een beroepsmagistraat, maar door een reservejurist-licentiaat in de rechten wordt voorgezeten, maar het is daarentegen onverenigbaar met de beginselen van onafhankelijkheid en onpartijdigheid die moeten gelden voor de samenstelling van ongeacht welk gerecht, dat aan de overheid een discretionaire keuze gelaten wordt om naar eigen goeddunken ofwel een beroepsmagistraat ofwel een jurist die niet de hoedanigheid van beroepsmagistraat heeft, aan te stellen voor het bekleden van het voorzitterschap van een kamer van de rechtbank. Uit de teksten moet duidelijk blijken dat een reservejurist-licentiaat in de rechten alleen kan worden aangewezen om een kamer van een militaire rechtbank voor te zitten indien het wegens uitzonderlijke omstandigheden niet mogelijk is een reserveberoepsmagistraat aan te wijzen.

Dezelfde opmerking geldt voor de samenstelling van de raadkamer of de aanwijzing van een onderzoeksrechter.

3. In verscheidene bepalingen van het voorontwerp is sprake van Belgische rechtsbedeling buiten het Belgische grondgebied :

- luidens het ontworpen artikel 24bis van het Wetboek van Strafvordering (artikel 2 van het ontwerp) kan de federale procureur zijn ambtsverrichtingen uitoefenen "buiten het Belgische grondgebied wanneer internationale overeenkomsten of het internationale recht zich er niet tegen verzetten";
- de artikelen 30 en 33 van het voorontwerp bepalen dat bevelen tot medebrenging en tot aanhouding ook uitvoerbaar zijn op het buitenlandse grondgebied waar een legeronderdeel gestationeerd is en waar de persoon ten aanzien van wie ze zijn uitgevaardigd in dienst is, wanneer internationale overeenkomsten of het internationale recht er niet aan in de weg staan;
- de artikelen 56 en 57 van het voorontwerp staan toe militaire rechtbanken te velde en buitengewone militaire rechtbanken te velde op te richten, die zitting mogen

hebben buiten het Belgische grondgebied, in hoofdzaak in oorlogstijd, maar ook in vreedstijd wanneer Belgische troepen opdrachten uitvoeren in het buitenland.

Het strafrecht is in de regel territoriaal en een Staat heeft niet het recht eenzijdig toe te staan dat op het grondgebied van een andere Staat bepaalde daden van dwang worden gesteld; anders zou hij de soevereiniteit van die Staat schenden.

Op militair vlak bestaan er evenwel internationale overeenkomsten waarmee aan de Staat van herkomst die zijn krijgsmacht op het grondgebied van een Staat van verblijf heeft gestuurd, bepaalde prerogatieven worden toegekend.

Het gaat meer bepaald om de Overeenkomst tussen de bij het Noord-Atlantisch Verdrag aangesloten Staten, betreffende de rechtspositie van hun krijgsmachten, en de bijlage, ondertekend te Londen op 19 juni 1951 en goedgekeurd bij de wet van 9 januari 1953 (meer in het bijzonder artikel VII van het Verdrag) en de Aanvullende Overeenkomst bij het Verdrag tussen de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantische Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten, met betrekking tot de in de Bondsrepubliek Duitsland gestationeerde buitenlandse krijgsmachten, ondertekend te Bonn op 3 augustus 1959 en goedgekeurd bij de wet van 6 mei 1963 (meer in het bijzonder de artikelen 17 tot 30 en 37-38 van de Overeenkomst).

Dat zijn dus specifieke internationale overeenkomsten waarin de kwestie van de uitoefening van een strafrechtelijke bevoegdheid buiten het nationale grondgebied geregeld wordt. De federale wetgever is dus niet gerechtigd magistraten te machtigen om hun bevoegdheden buiten het Belgische grondgebied uit te oefenen.

Die machtiging moet uitdrukkelijk blijken uit een bilaterale of multilaterale internationale overeenkomst <sup>(4)</sup>.

---

(4) Het is in die zin dat de afdeling wetgeving van de Raad van State zich heeft uitgesproken toen ze een voorontwerp van wet "houdende hervorming van de militaire rechtbanken" heeft onderzocht. In advies 24.456/2, gegeven op 3 juli 1996, heeft ze het volgende gesteld :

"Een totaal andere vraag is of de extraterritoriale bevoegdheid van de Staat voor strafzaken kan worden verruimd tot het door die Staat uitoefenen van sommige competenties ter zake van politie of dwangmiddelen buiten zijn grondgebied. Meer in het bijzonder rijst de vraag of «het recht van de vlag», dat de internationale bevoegdheid van de Belgische militaire rechtscollèges ten gevolge heeft, die collèges veroorlooft om hun prerogatieven in het buitenland niet alleen uit te oefenen door het houden van zittingen of het instellen van tijdelijke kamers die een legerfractie volgen die zich buiten het Belgische grondgebied bevindt, maar ook door het verrichten van daden van vervolging of van onderzoek die het uitoefenen van dwangmiddelen inhouden.

In dat verband moet vooral op de artikelen 97 en 124 van het ontwerp worden gewezen. Uit de commentaar die er in de memorie van toelichting aan is besteed en uit de verklaringen van de gemachtigde van deminister volgt namelijk dat de voormelde bepalingen dienen om de onderzoeksrechter van de rechtbank bij de Krijgsmacht in staat te stellen om op het grondgebied van een vreemde Staat waarop zich een fractie van de Belgische krijgsmacht bevindt, alle daden van onderzoek te verrichten die tot zijn gewone bevoegdheid behoren, het uitvaardigen van bevelen tot aanhouding daarbij inbegrepen, ongeacht of die daden betrekking hebben op een lid van die fractie van de krijgsmacht of op een persoon die aan die fractie verbonden is of verlof heeft om haarte volgen, respectievelijk op enige andere persoon die op het grondgebied van de vreemde Staat verblijft, onverschillig of hij er al dan niet een onderdaan van is.

Zulk een uitbreidende opvatting over de attributies van de militaire rechtscollèges buiten 's lands grondgebied kan niet worden geaccepteerd. Hoewel immers buiten kijf vaststaat dat de Staat op grond van het wezen van zijn soevereiniteit ten aanzien van de onderdelen van zijn strijdkrachten voorschriften van extraterritoriale personele bevoegdheid kan geven, geldt onverminderd dat de Staat die zulke regels geeft, verplicht blijft om te blijven binnen de beperkingen die het internationaal recht op de uitoefening van zijn soevereiniteit stelt, welke beperkingen bepaaldelijk worden afgeleid uit het ontzien van de soevereiniteit van de overige Staten. Uit dat oogpunt lijkt voor dat principe een dubbele beperking te gelden, ook al wordt in het internationaal recht doorgaans aangenomen dat vreemde troepen die op het grondgebied van een andere Staat op doortocht zijn, in vredetijd kunnen ontkomen aan de rechtsmacht in strafzaken van die Staat : enerzijds sluit het anders dan de immuniteit van diplomatieke ambtenaren doet, niet noodzakelijk uit dat plaatselijke strafgerechten bevoegd zijn om kennis te nemen van sommige, door vreemde militairen gepleegde strafbare feiten; anderzijds staat het zonder het fiat van de Staat van verblijf niet toe dat daden van gezag of van dwang worden verricht, bepaaldelijk als die daden buiten het militaire kamp worden verricht of gevolgen kunnen hebben voor personen van buiten de krijgsmacht van de Staat van herkomst. Meestal wordt een regeling uitgewerkt waarbij de bevoegdheden verdeeld worden over de Staat van verblijf en de Staat van herkomst. Daartoe worden specifieke overeenkomsten gesloten tussen de partijen, die bepalen in welke gevallen ieder van hen een strafrechtelijke bevoegdheid mag uitoefenen. Zo bijvoorbeeld wordt, wat de Belgische strijdkrachten in Duitsland betreft, de rechtsprekende bevoegdheid tot in de bijzonderheden geregeld door artikel VII van het Verdrag van Londen van 19 juni 1951 nopens de rechtspositie van de krijgsmachten van de NAVO en bij de artikelen XVII tot XXX van de Aanvullende Overeenkomst bij het Verdrag tussen de Staten die partij zijn bij het Noordatlantische Verdrag nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten, gesloten te Bonn op 3 augustus 1959.

Bij de voormelde bepalingen van het ontwerp zit bijgevolg ten onrechte de bedoeling voor om de magistraten van de militaire rechtscollèges bevoegd te maken om op het grondgebied van een vreemde Staat met het uitoefenen van dwangmiddelen gepaard gaande daden van onderzoek te verrichten die afbreuk kunnen doen aan de soevereiniteit van die Staat. Het uitoefenen van zulk een bevoegdheid houdt noodzakelijkerwijs in dat de magistraat toestemming krijgt om die daden te verrichten, hetzij bij wege van een bilaterale of multilaterale overeenkomst die tussen de Belgische Staat en de vreemde Staat wordt gesloten, hetzij bij wege van een internationale akte die bindend is voor de Staat van verblijf (wat het laatste geval betreft, zij verwezen naar de

4. Boek I heeft als opschrift : "Vredestijd". Dat opschrift is niet geschikt. Heel wat bepalingen in dat boek hebben immers alleen betrekking op oorlogstijd. Dat geldt onder meer voor artikel 9 van het voorontwerp (ontworpen artikel 9bis) en artikel 10 van het voorontwerp (ontworpen artikelen 14decies, 14undecies en 14 duodecies).

Bovendien worden in Boek I tal van wijzigingen aangebracht in verscheidene wetteksten om in vredestijd militairen gelijk te stellen met de andere burgers en op hen de gemeenrechtelijke strafrechtspleging van toepassing te maken, en wat hen betreft de gewone rechtbanken bevoegd te verklaren. In die wijzigingen is er nergens sprake van vredestijd. Wanneer ze aldus opgenomen worden in de betrokken wetboeken, zal men zich terecht kunnen afvragen of ze een ruimere strekking kunnen hebben en ook van toepassing zijn in oorlogstijd.

Een voorbeeld. Artikel 2 van het voorontwerp voegt in het Wetboek van Strafvordering een artikel 24bis in, zodat de federale procureur de bevoegdheid krijgt om, op basis van artikel 10bis van de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering, in België militairen te vervolgen die misdrijven zouden hebben gepleegd in het buitenland. Zoals de gemachtigden van de minister hebben verklaard, zou die bepaling niet van toepassing zijn in oorlogstijd, aangezien het ambt van de federale procureur dan vervuld wordt door de krijgsauditeurs en de auditeur-generaal. In het ontworpen artikel 24bis van het Wetboek van Strafvordering dient dan ook gepreciseerd te worden dat deze bepaling enkel geldt in vredestijd.

Eenzelfde opmerking kan worden gemaakt bij artikel 24 van het voorontwerp, waarbij een artikel 309bis wordt ingevoegd in het Gerechtelijk Wetboek.

---

"Statutes of force agreement", die gesloten worden tussen de Verenigde Naties en de Staat van verblijf op het grondgebied waarvan de troepen ter uitvoering van de opdrachten van de internationale organisatie hebben te opereren).

Of het houden van zittingen buiten het grondgebied van het Rijk gewettigd is, moet bezien worden uit het oogpunt van diezelfde beginselen."

.../...

Het staat dan ook aan de steller van het ontwerp na te gaan welke bepalingen in Boek I enkel van toepassing zijn in vredestijd en welke bepalingen in voorkomend geval zowel in vredes- als in oorlogstijd toepassing kunnen vinden.

5. Zoals vermeld wordt in de memorie van toelichting, zijn ettelijke bepalingen van het voorontwerp gekopieerd van reeds bestaande en soms erg oude bepalingen, zoals de wetten van 15 juni 1899 houdende eerste en tweede titel van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger.

Het is mogelijk dat sommige begrippen die in die bepalingen voorkomen in de loop van de tijd zich zo ontwikkeld hebben dat ze niet meer overeenstemmen met het huidige wettelijk kader, onder meer wat betreft de rechtspositionele regels die gelden voor militairen of personen die deel uitmaken van het leger.

Er behoort dan ook te worden nagegaan of de bepalingen van het voorontwerp afgestemd zijn op die regels, inzonderheid die waarbij thans de verschillende rechtspositieregelingen van militairen worden bepaald, zowel in oorlogs- als in vreedstijd <sup>(5)</sup>.

### Bijzondere opmerkingen

#### Onderzoek van het ontwerp

#### Dispositief

#### Artikel 2

1. Verwezen wordt naar de algemene opmerkingen 3 en 4.

2. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

---

<sup>(5)</sup> Zie de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden.

"Art. 2. In de Voorafgaande Titel van het Wetboek van Strafvordering wordt een artikel 24bis ingevoegd, luidende : (voorts zoals in het ontwerp).".

3. In het ontworpen artikel 24bis van het Wetboek van Strafvordering komt de kwestie aan bod van de bevoegdheid van de onderzoeksrechter wanneer de federale procureur geadieerd wordt omtrent een in het buitenland gepleegd misdrijf.

Ingevolge artikel 62bis van het Wetboek van Strafvordering mag wanneer het misdrijf in het buitenland is gepleegd en de beklaagde zich ook in het buitenland bevindt, alleen de onderzoeksrechter van de plaats waar de beklaagde verblijft door de procureur-generaal worden geadieerd <sup>(6)</sup>.

Maar wat gebeurt er wanneer die persoon geen verblijfplaats heeft in België, maar toestemming heeft om een Belgische legereenheid naar het buitenland te vergezellen ? Het staat aan de wetgever daaromtrent duidelijkheid te verschaffen.

### Artikel 3

Bij deze bepaling wordt een artikel 184ter ingevoegd in het Wetboek van Strafvordering om ervoor te zorgen dat een beklaagde of een verdachte die deel uitmaakt van een legeronderdeel dat zich in het buitenland bevindt, vertegenwoordigd wordt wanneer geen advocaat kan worden aangewezen overeenkomstig artikel 184bis van hetzelfde Wetboek. Laatstgenoemde bepaling heeft betrekking op het geval dat de

---

<sup>(6)</sup> Krachtens de gemeenschappelijke circulaire van 16 mei 2002 van de Minister van Justitie en het College van procureurs-generaal betreffende het federaal parket (bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 25 mei 2002), moet de federale procureur die van de onderzoeksrechter vordert dat hij een gerechtelijk onderzoek instelt of die besluit een aantal gerechtelijke onderzoeken te centraliseren bij één bepaalde onderzoeksrechter, de bevoegdheidscriteria genoemd in artikel 62bis, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering in acht nemen.

beklaagde die een beroep doet op juridische eerstelijnsbijstand in de zin van de artikelen 508 tot 508/23 van het Gerechtelijk Wetboek, behoeftig is.

In het onderhavige geval lijkt het nochtans niet te gaan om een kwestie van behoeftigheid van de vervolgte persoon, maar om een heel ander probleem, dat verband houdt met het feit dat de betrokken persoon zich niet op het Belgische grondgebied bevindt.

Bovendien wordt in de ontworpen bepaling gewag gemaakt van "omstandigheden" die beletten dat een advocaat wordt aangewezen overeenkomstig artikel 184bis van het Wetboek van Strafvordering, zonder dat concreet wordt aangegeven om wat soort omstandigheden het gaat.

Zulk een formulering zou zo kunnen worden uitgelegd dat de beklaagde of de verdachte wegens bijzondere omstandigheden het recht wordt ontzegd om zelf zijn raadsman te kiezen.

Volgens de gemachtigden van de minister is het niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp af te wijken van artikel 6, lid 3, c), van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, waarin staat dat eenieder tegen wie een vervolging is ingesteld onder meer het recht heeft "zichzelf te verdedigen of de bijstand te hebben van een raadsman naar zijn keuze, of, indien hij niet over voldoende middelen beschikt om een raadsman te bekostigen, kosteloos door een toegevoegd advocaat te kunnen worden bijgestaan, indien het belang van de rechtspraak dit eist". De beklaagde of verdachte zal wel het recht hebben zijn raadsman te kiezen maar indien het, wegens omstandigheden, niet mogelijk is dat die raadsman zich ter plaatse begeeft, zal toepassing worden gegeven aan het ontworpen artikel 184ter. Volgens de gemachtigden van de minister houden die omstandigheden verband met de veiligheid van de advocaat, die niet voldoende gewaarborgd kan worden door de betrokken troepen.

Die uitleg stemt evenwel niet overeen met wat in de onderzochte bepaling staat.

.../...

Indien het voor de beklaagde of de verdachte niet mogelijk is een raadsman te kiezen of hem ambtshalve een advocaat toe te wijzen, machtigt de ontworpen bepaling de commandant van het legeronderdeel waar de betrokken persoon zich bevindt immers een doctor of licentiaat in de rechten aan te wijzen, of bij gebreke hiervan, een officier, en indien er ook geen officier beschikbaar is, "een persoon die bekwaam wordt geacht om betrokkene te verdedigen".

Wat betreft de verenigbaarheid van zulk een bepaling met artikel 6, lid 3, c), van het genoemde Verdrag, wordt verwezen naar algemene opmerking 1. In zulk een bepaling kan hoogstens worden voorzien in oorlogstijd, wanneer de omstandigheden het vereisen. Ze zou dan ook ingevoegd moeten worden in artikel 119 van het voorontwerp.

#### Artikel 6

#### Ontworpen artikel 524bis van het Wetboek van Strafvordering

In het ontworpen tweede lid staat dat

"indien de omstandigheden zulks vereisen, (...) die berichten, kennisgevingen en betekeningen langs alle geschikte communicatiemiddelen (mogen) worden overgezonden, eventueel door tussenkomst van de militaire overheden".

Op de vraag wat die bepaling inhoudt, hebben de gemachtigden van de minister uitgelegd dat gebruik zou kunnen worden gemaakt van de technische middelen waarover het leger beschikt om berichten, kennisgevingen en betekeningen over te zenden aan de betrokkene, inzonderheid op grondgebieden waar geen voldoende betrouwbare communicatiemiddelen voorhanden zijn.

Voorgesteld wordt de term "eventueel" te schrappen.

#### Artikel 8

Verwezen wordt naar algemene opmerking 5.

Artikel 10

## Algemene opmerking

Opdat het Parlement met toepassing van artikel 76 van de Grondwet elk artikel afzonderlijk kan bespreken en over elk artikel afzonderlijk kan stemmen, is het aangewezen dit artikel in afzonderlijke artikelen op te splitsen <sup>(7)</sup>.

Artikel 10Ontworpen artikel 14 van de wet van 27 mei 1870

Wat betreft de ambtenaren die krachtens een koninklijk besluit gelijkgesteld worden met officieren, wordt verwezen naar algemene opmerking 5.

Daarnaast wordt voorgesteld de woorden "die tot het leger behoren," te vervangen door de woorden "die tot één van de volgende categorieën behoren :".

Artikel 10Ontworpen artikel 14bis

Verwezen wordt naar algemene opmerking 5.

Artikel 10Ontworpen artikel 14ter

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze strekking is van het koninklijk besluit waarnaar wordt verwezen. Gaat het erom de criteria te bepalen op grond

---

<sup>(7)</sup> Zie advies 23.161/2 dat op 14 juli 1994 is gegeven, en advies 32.112/2/V dat op 14 augustus 2001 is gegeven.

waarvan sommige bepalingen van de militaire strafwetten van toepassing worden op bepaalde personen ?

Bovendien wordt in de ontworpen bepaling verwezen naar personen die bij arbeidsovereenkomst zijn aangeworven en wordt voorbijgegaan aan het geval van vaste personeelsleden die bijvoorbeeld naar die instellingen of diensten van het leger zijn gedetacheerd.

De ontworpen bepaling dient wat die punten aangaat nauwkeuriger te worden gesteld.

Artikel 10

Ontworpen artikel 14quater

Verwezen wordt naar algemene opmerking 5.

Artikel 10

Ontworpen artikelen 14quinquies en 14sexies

Verwezen wordt naar algemene opmerking 5.

Artikel 10

Ontworpen artikel 14septies

In het voorontwerp wordt herhaaldelijk de ene keer gebruik gemaakt van het begrip "militaire strafwetten", de andere keer van het begrip "militaire wetten". Op de vraag waarom dat onderscheid wordt gemaakt, hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat verwezen dient te worden naar de militaire strafwetten.

.../...

Artikel 10  
Ontworpen artikel 14octies

Verwezen wordt naar algemene opmerking 5.

Artikel 10  
Ontworpen artikel 14decies

Er is geen grondwettelijke basis meer voorhanden voor een burgerwacht.  
Deze bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 10  
Ontworpen artikel 14undecies

In deze bepaling wordt verwezen naar de "Belgische militaire wetten".  
Gelijk de gemachtigden van de minister hebben beaamd moet verwezen worden naar de  
"militaire strafwetten".

Artikel 46 van de Overeenkomst tot verbetering van het lot der gekwetsten  
en zieken in de legers te velde en de Overeenkomst betreffende de behandeling der  
krijgsgevangenen, ondertekend te Genève op 27 juli 1929 en goedgekeurd bij de wet van  
17 maart 1932, bepaalt dat aan krijgsgevangen en geen andere straffen mogen worden  
opgelegd door de militaire overheden en door de rechtbanken van de mogendheid die hen  
gevangen houdt, dan die waarin voor dezelfde feiten is voorzien voor militairen van de  
nationale legers.

De Raad van State vraagt zich af waarom hoofdstuk VII van het Militair  
Strafwetboek met als opschrift "verduisteringen, diefstallen en verkoop van militaire  
voorwerpen" niet van toepassing wordt verklaard op krijgsgevangenen.

Artikel 11

In de ontworpen wijziging wordt verwezen naar het Militair Strafwetboek, terwijl de bepaling in dat wetboek wordt ingevoegd. Die verwijzing moet bijgevolg vervallen.

#### Artikel 14

Als antwoord op de vraag wat de zin is van de opheffing waarin dit artikel voorziet, hebben de gemachtigden van de minister onderstreept dat de wil van de steller van het voorontwerp erin bestaat het Wetboek van strafvordering voor het landleger van 20 juli 1814 op te heffen, terwijl bij het huidige artikel 61 van het Militair Strafwetboek de artikelen 1 tot 14 van het Wetboek van 1814 in stand gehouden worden.

Om deze bedoeling te concretiseren, volstaat het in dat artikel 61 de woorden "met uitzondering van de artikelen 1 tot en met 14" te schrappen.

Bovendien is er in artikel 143 van het voorontwerp geen grond meer om het Wetboek voor de rechtspleging bij de landmacht van 20 juli 1814 op te heffen.

#### Artikel 15

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking en naar algemene opmerking 1.

#### Artikel 17

Er wordt verwezen naar de voorafgaande opmerking en naar de algemene opmerkingen 1 en 3.

#### Artikel 24

#### Ontworpen artikel 309bis

Benevens de algemene opmerkingen 1 en 3, geeft deze bepaling aanleiding tot de volgende opmerkingen :

.../...

1. In het ontworpen eerste en tweede lid van de Franse tekst worden de woorden "sont nommés" en "nominations" gebruikt in verband met magistraten van het openbaar ministerie die de Belgische troepen moeten vergezellen bij operaties in het buitenland.

Deze magistraten zijn evenwel reeds benoemd bij hun parket van oorsprong. Het woord "nomination" is derhalve niet geschikt. De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat de term "désignation" dient te worden gebezigd.

2. In het ontworpen derde lid wordt bepaald dat de federale procureur bevoegd is om "bij elke militaire operatie waarvoor de aanwezigheid van een magistraat van het openbaar ministerie vereist is", een magistraat van het openbaar ministerie aan te wijzen die de troepen in het buitenland vergezelt.

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat de ontworpen bepaling duidelijker moet zijn over eensdeels de verplichting van de autoriteiten om de federale procureur in kennis te stellen van de militaire operaties waartoe besloten is en anderdeels over de nadere regels van deze kennisgeving.

3. Het ontworpen vierde lid bepaalt dat deze magistraten "houder (moeten) zijn van een brevet inzake militaire technieken dat minder dan drie jaar geleden (lees : tevoren) door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt", maar preciseert niets over de inhoud van de opleiding die tot dat brevet leidt, noch over de voorwaarden waaronder het wordt uitgereikt.

Deze voorwaarden zouden trouwens op het einde van het eerste lid moeten worden aangegeven.

4. In de ontworpen bepaling wordt evenmin iets bepaald over de gevolgen die de aanwijzing van een magistraat heeft voor het ambt dat hij bekleedt bij zijn parket van oorsprong. Wat zal er gebeuren met het mandaat als hij dat bekleedt ? Welke gevolgen hebben deze aanwijzing voor zijn loopbaan en zijn bezoldigingsregeling ?

#### Artikel 25

\_\_\_\_\_ Er dient te worden geschreven :

"Artikel 315 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 21 december 1994 en 21 juni 2001, wordt aangevuld als volgt :

«Het tweede en het vierde lid gelden niet voor ...»".

Bij artikel 35 van de wet van 21 juni 2001 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake het federaal parket is immers een nieuw lid ingevoegd tussen het tweede en het derde lid (dat het vierde lid geworden is). De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat derhalve het tweede en het vierde lid dienen te worden vermeld.

#### Artikel 26

1. In de inleidende zin dient de verwijzing naar de wijzigingswet van 17 juli 1978, die sinds 2 augustus 2000 niet meer van kracht is, te vervallen.

2. Bij artikel 26 worden in artikel 327 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigingen aangebracht.

.../...

Het ontworpen tweede lid heeft betrekking op het de legeren van magistraten van het openbaar ministerie onder meer "in dienst van de Koning of (op het toewijzen van die magistraten) aan ministeriële kabinetten" of nog aan "regeringsdiensten".

Op federaal niveau zijn door de "Copernicus"- hervorming de ministeriële kabinetten afgeschaft, en het begrip "regeringsdiensten" is niet duidelijk.

Zoals de gemachtigden van de minister aangegeven hebben, moet artikel 327 van het Gerechtelijk Wetboek worden aangepast opdat rekening wordt gehouden met de nieuwe organen die de ministeriële kabinetten vervangen.

Er wordt verwezen naar advies 33.150/2, gegeven op 3 juni 2002, over een voorontwerp van wet "tot wijziging van sommige bepalingen van deel II van het Gerechtelijk Wetboek", waarvan artikel 29 eveneens artikel 327 van het Gerechtelijk Wetboek wijzigt om rekening te houden met de "Copernicus"-hervorming. De nieuwe terminologie die voortaan moet worden gebezigd is "expert bij de beleidsraad of (...) expert bij het auditcomité van een federale overheidsdienst of een opdracht als lid van het secretariaat van een federaal minister of staatssecretaris".

#### Artikel 27

Dit artikel dient als volgt te worden verbeterd :

"Art. 237bis. In artikel 327bis van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 6 augustus 1993 en gewijzigd bij de wetten van 10 augustus 1998 en 17 juli 2000, worden de woorden ...".

#### Artikel 30

.../...

1. Deze bepaling wijzigt artikel 9 van de wet van 20 juli 1990 betreffende de voorlopige hechtenis om een bevel tot medebrenging, uitgevaardigd door een Belgisch onderzoeksrechter uitvoerbaar te maken, op het grondgebied van een buitenlandse staat, op voorwaarde dat "internationale overeenkomsten of het internationale recht zich er niet tegen verzetten".

Wat dit betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking 3.

2. De ontworpen bepaling handelt over het geval dat een bevel tot medebrenging zou worden uitgevaardigd tegen een persoon die zich in het buitenland bevindt en die bij een legeronderdeel "in dienst" zou zijn.

De woorden "in dienst" lijken geen personen te omvatten die niet tot het leger behoren, maar die toestemming hebben om dat legeronderdeel in het buitenland te vergezellen. Het is wenselijk te verwijzen naar artikel 10bis van het Wetboek van Strafvordering om uiteenlopende interpretaties te voorkomen.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 31, 32 en 33 van het voorontwerp.

### Artikel 32

1. Deze bepaling van het voorontwerp handelt over de ondervraging op afstand van de verdachte (lees : beklaagde) door de onderzoeksrechter door middel van "audiovisuele media".

Hoewel de ontworpen bepaling betrekking heeft op de ondervraging, door de onderzoeksrechter, van een beklaagde die in het buitenland bij een troep verblijft, is het niet uitgesloten dat de onderzoeksrechter een beroep doet op dit systeem indien hij

.../...

bijvoorbeeld de beklaagde rechtstreeks met een getuige die in België gebleven is, wenst te confronteren.

Zoals de ontworpen bepaling geredigeerd is, vormt het gebruik van audiovisuele media bovendien de regel, doordat de beklaagde verblijft bij troepen in het buitenland. Die manier van horen wordt derhalve verkozen boven rechtstreekse ondervraging op Belgisch grondgebied. De Raad van State vraagt zich af of dit wel de bedoeling van de steller van het voorontwerp is.

2. Er wordt verwezen naar advies 30.522/2, gegeven op 6 november 2000, over een voorontwerp van wet dat de wet van 8 april 2002 geworden is betreffende de anonieme getuigen <sup>(8)</sup>, en advies 31.411/4, gegeven op 3 juli 2001, over een voorontwerp van wet "betreffende het afnemen van verklaringen met behulp van audiovisuele media".

In deze adviezen heeft de Raad van State er de nadruk op gelegd dat het gebruik van deze systemen verenigbaar moet zijn met de uitoefening van de rechten van verdediging van de beklaagde of de beschuldigde, gelet op de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens. De Raad van State heeft de wetgever daarenboven verzocht de minimumcriteria te bepalen waaraan het telecommunicatiesysteem dient te beantwoorden.

---

#### Artikel 33

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 3, in zoverre het gaat om het uitvoerbaar verklaren van een bevel tot aanhouding op het grondgebied van een buitenlandse Staat.

#### Artikel 35

1. Deze bepaling voegt in de voormelde wet van 20 juli 1990 een artikel 32bis in . Het is de Raad van State niet duidelijk wat de precieze betekenis is van de eerste twee leden, in zoverre er sprake in is van "de termijn van artikel 19, § 1," van dezelfde wet. Gelijk de gemachtigden van de minister hebben beaamd, is de termijn waarvan sprake is de termijn die in artikel 21, § 1, van dezelfde wet wordt vermeld. De bepaling dient op dit punt te worden verbeterd.

---

<sup>(8)</sup> Belgisch Staatsblad van 31 mei 2002.



2. Tot verlenging van het bevel tot aanhouding kan worden besloten door de commandant van de militaire eenheid waartoe betrokkene behoort "wanneer de onderzoeksrechter niet kan worden bereikt". Een zodanige bepaling is niet conform artikel 12, derde lid, van de Grondwet, dat duidelijk voorschrijft dat niemand kan worden aangehouden dan krachtens een met redenen omkleed bevel van de rechter. Alleen een rechter is dus bevoegd om een aanhoudingsbevel uit te vaardigen en te besluiten tot verlenging ervan. Deze bepaling dient bijgevolg te vervallen.

#### Artikel 36

Er dient te worden aangegeven dat het gaat om "artikel 34, § 2, tweede lid, van dezelfde wet".

#### Artikel 39

De wijziging die wordt aangebracht in artikel 5 van de wet van 22 december 1998 betreffende de verticale integratie van het openbaar ministerie, het federaal parket en de raad van de procureurs des Konings heeft geen zin meer, omdat artikel 5-1° ingetrokken is bij artikel 67 van de wet van 21 juni 2001 tot wijziging van verscheidene bepalingen inzake het federaal parket.

#### Artikel 40

Er dient te worden geschreven : "(...) artikel 2, § 2, vierde streepje, van de wet (...)".

#### Artikel 41

.../...

Er dient te worden bepaald :

"Art. 41. In artikel 3, § 1, tweede lid, eerste streepje, van dezelfde wet, ...".

#### Artikel 42

In deze bepaling wordt omschreven wanneer de oorlogstijd begint en eindigt. Artikel 2 van de wet van 20 mei 1994 betreffende de aanwending van de krijgsmacht, de paraatstelling, alsook betreffende de periodes en de standen waarin de militair zich kan bevinden bevat reeds een dergelijke definitie. Het is derhalve wenselijk in het voorontwerp te verwijzen naar de genoemde wet.

#### Artikel 43

In het eerste lid is sprake van het "koninklijk besluit voor de mobilisatie van het leger", terwijl in het derde lid sprake is van "het besluit van inrichting".

De strekking van deze begrippen dient te worden gepreciseerd.

#### Artikel 44

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

2. Artikel 44 van het voorontwerp schrijft geen enkele bijzondere juridische ervaring voor, zodat licentiaten in de rechten die nooit een juridisch beroep hebben uitgeoefend, kunnen worden aangewezen als reservemagistraat.

Zoals de gemachtigden van de minister hebben beaamd, dient het zesde lid te worden aangevuld om enige juridische ervaring op te leggen.

3. In het vijfde lid wordt bepaald dat magistraten die behoren tot de reserveformatie en die opgeroepen worden om zitting te hebben in een militair gerecht in oorlogstijd, houder moeten zijn van een "brevet inzake militaire technieken dat minder dan drie jaar geleden door het Ministerie van Landsverdediging is uitgereikt".

Volgens de artikelsgewijze bespreking "(zal) het brevet inzake militaire technieken - dat thans nog niet bestaat - (...) uitgereikt worden aan diegene die met vrucht de praktische opleiding (het gebruik van wapens, herkenning van mijnen, ...) zullen volgen die hen moet toelaten in alle veiligheid op het terrein af te stappen. Deze vorming heeft eveneens tot doel om de betrokkenen kennis te laten maken met het militair leven".

Zoals reeds opgemerkt is bij het ontworpen artikel 309bis (artikel 24 van het voorontwerp, opmerking 3), zou de onderzochte bepaling deze bedoelingen beter moeten weergeven.

#### Artikel 46

Volgens de artikelsgewijze bespreking "kan de Koning uit de reserveformatie secretarissen en personeelsleden van parketsecretariaten die houder zijn van een brevet in militaire technieken uitgereikt door het Ministerie van Landsverdediging aanwijzen voor een verlengbare periode van negen jaar. (...). Indien nodig kunnen aanwijzingen ambtshalve geschieden".

De ontworpen tekst voorziet echter niet in ambtshalve aanwijzing. Gelijk de gemachtigden van de minister hebben beaamd, moet deze contradictie tussen de artikelsgewijze bespreking en het dispositief worden weggewerkt.

.../...

Artikel 47

Er dient te worden geschreven :

"Art. 47. Onder voorbehoud van de toepassing van de bepalingen van deze wet, (...)".

In het laatste lid behoort te worden geschreven :

"Artikel 365, § 1, eerste en tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek (...)".

Artikelen 48 en 49

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

Artikel 50

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

2. In deze bepaling wordt het begrip "militaire reserverechters" gebezigd, terwijl in de bepalingen die voorafgaan uitsluitend sprake is van "reservemagistraten".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 52, § 1.

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat de term "militaire" eveneens behoort te vervallen.

Artikel 52

1. Het voorontwerp van wet bevat geen enkele precieze aanwijzing omtrent het aantal militaire rechtbanken die in oorlogstijd zullen worden opgericht, noch omtrent het aantal personeelsleden die zullen zorgen voor de werking van die rechtbanken en van het Militair Gerechtshof.

In paragraaf 1 wordt bepaald dat reservemagistraten die als lid van een militaire rechtbank zullen zijn aangewezen, automatisch vrijgesteld zullen worden van hun andere rechterlijke ambten. Dat heeft tot gevolg dat gerechten van gemeen recht personeelsleden zullen verliezen.

De gemachtigden van de minister hebben in dit verband de volgende uitleg verstrekt :

"pour éviter que l'exercice de fonctions dans une juridiction militaire ne se fasse au détriment des juridictions civiles, cet article peut être complété par un alinéa qui prévoit que la mise à disposition d'office constitue un empêchement au sens des articles 319 et suivants du Code judiciaire (articles 328 et 329 pour les greffiers et 329bis pour les secrétaires)".

De ontworpen bepaling moet in die zin worden herzien.

2. De ontworpen paragraaf 2, eerste lid, bepaalt dat "verhinderde voorzitters van een kamer (en) onderzoeksrechters worden vervangen door een plaatsvervanger ...". De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat verduidelijkt moet worden dat plaatsvervangers van dezelfde taalrol moeten zijn als degenen die zij vervangen.

Paragraaf 2, tweede lid, betreft de vervanging van de voorzitter van een militaire rechtbank wanneer hij verhinderd is. De vraag rijst of voor de "voorzitter van een kamer die (hij aanwijst)" bijzondere taalvereisten gelden.

Ten slotte reikt de tekst geen oplossing aan voor het geval dat de voorzitter van een militaire rechtbank zelf niet meer in staat is zijn plaatsvervanger aan te wijzen.

.../...

Volgens de gemachtigden van de minister zal de ontworpen bepaling worden aangevuld, inzonderheid om de mogelijkheid te bieden dat de voorzitter vervangen wordt door de magistraat van het reservekader met de grootste dienstanciënniteit.

### Artikel 53

1. Volgens paragraaf 2, tweede lid, is van de officier een loutere verklaring omtrent zijn kennis van het Duits vereist en is hij niet verplicht het bewijs te leveren dat hij die taal kent.

Artikel 49 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken bepaalt de manier waarop militairen die deel uitmaken van een militair gerecht hun talenkennis moeten bewijzen.

Volgens de gemachtigde ambtenaren is het niet de bedoeling van de steller van het voorontwerp om van het voormelde artikel 49 af te wijken, maar om het toepasselijk te maken op de leden van militaire gerechten die in oorlogstijd worden opgericht.

Bijgevolg moeten de woorden ", alsook of zij hebben verklaard de Duitse taal te kennen" vervallen en behoort het voormelde artikel 49 te worden aangepast.

2. Paragraaf 4 luidt als volgt : "Elke assessor legt op verzoek van de (krijgsauditeur) de eed af bij de aanvang van de eerste terechtzitting waarop hij zitting heeft." In het voorontwerp wordt evenwel niet vermeld wat de formule is van de eed die moet worden afgelegd. Die formule is bepaald in de artikelen 54 en 114 van de wet van

.../...

15 juni 1899 houdende tweede titel van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, maar die wet wordt opgeheven bij artikel 143 van het voorontwerp.

Zoals de gemachtigden van de minister hebben beaamd, dient de onderzochte bepaling op dat punt te worden aangevuld.

3. In paragraaf 6 wordt bepaald dat wanneer de betichte (lees : "beklaagde") een officier is, "jegens hem geen enkel rechterlijk ambt (mag) worden waargenomen door een officier die lager in graad is of, met dezelfde graad maar met een geringere anciënniteit in die graad". Wat zal er evenwel gebeuren wanneer de betrokkene de officier met de hoogste graad is en hij over de grootste graadanciënniteit beschikt ?

Zoals de gemachtigden van de minister hebben toegegeven, moet het voorontwerp een oplossing bieden voor dat probleem.

### Artikel 56

1. In deze bepaling wordt voorgeschreven op welke wijze de militaire rechtbanken te velde samengesteld worden, maar er wordt niet aangegeven in welke omstandigheden die rechtbanken worden opgericht. De ontworpen bepaling moet op dat punt explicieter zijn.

In paragraaf 1 staat dat die rechtbanken "zoveel als mogelijk" op dezelfde wijze samengesteld worden als de militaire rechtbanken. De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat het in een eerste fase de bedoeling is de samenstelling van die rechtbanken af te stemmen op die van de militaire rechtbanken, met dien verstande dat die samenstelling in een tweede fase kan worden aangepast wanneer zich uitzonderlijke omstandigheden voordoen.

Er wordt verwezen naar de algemene opmerkingen 1 en 2.

2. Paragraaf 3 luidt als volgt : "Het ambt van onderzoeksrechter kan worden uitgeoefend door een magistraat van het openbaar ministerie bij de militaire rechtbank te velde of, bij gebrek aan doctor of licentiaat in de rechten(,) door een officier aangewezen om het ambt van magistraat van het openbaar ministerie bij de militaire rechtbank te velde uit te oefenen."

In zijn arrest-Pauwels van 26 mei 1988 heeft het Europees Hof voor de rechten van de mens de Belgische Staat veroordeeld wegens schending van artikel 5, lid 3, van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden. In het kader van de strafrechtspleging voor het leger is het niet verboden de functies vervolging en onderzoek te cumuleren. In zijn arrest erkent het Hof weliswaar de onafhankelijkheid van de krijgsauditeurs die krachtens de wet belast zijn met het voorzitten van de rechterlijke commissie, maar heeft het nochtans geoordeeld dat doordat de krijgsauditeur in de zaak was opgetreden, hij niet langer de waarborgen voor onpartijdigheid bood die eigen zijn aan het begrip "autoriteit die door de wet bevoegd verklaard is om rechterlijke macht uit te oefenen", aangezien hij, gelijk al gebeurd was, in de zaak ook als vervolgingsorgaan en bijgevolg als partij op te treden zou kunnen hebben.

Hoewel de onderzochte bepaling alleen in oorlogstijd zou gelden en ofschoon de Staten in dat geval krachtens artikel 15 van het Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden maatregelen mogen nemen die van het Verdrag afwijken, behoort er wederom op te worden gewezen dat het voormelde artikel 15 strikt moet worden geïnterpreteerd en dat de afwijking waarin voorzien is alleen in zeer ernstige omstandigheden kan worden toegestaan (zie supra, algemene opmerking 1).

In de onderzochte bepaling moet bijgevolg worden opgegeven dat zij alleen geldt in uitzonderlijke omstandigheden die een noodtoestand opleveren.

.../...

3. In paragraaf 2 is sprake van "militaire reservemagistraten". De gemachtigden van de minister hebben te kennen gegeven dat het woord "militaire" dient te vervallen.

#### Artikel 57

1. Deze bepaling maakt deel uit van onderafdeling 3, "Buitengewone Militaire rechtbanken te velde". In de tekst wordt evenwel alleen gewerkt met het begrip "militaire rechtbank te velde". Zoals de gemachtigden van de minister te kennen hebben gegeven, dient gewerkt te worden met de volledige benaming van deze rechtbanken, teneinde elke verwarring te voorkomen. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 58 van het voorontwerp.

2. Paragraaf 1 luidt als volgt : "Wanneer, in België of in het buitenland, een plaats is ingesloten of de omstandigheden er van zodanige aard zijn dat zij zich in staat van beleg bevindt, kan de commandant een militaire rechtbank te velde instellen." Deze bepaling steunt op artikel 68 van de wet van 15 juni 1899 houdende tweede titel van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger.

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat verwezen moet worden naar de besluitwet van 11 oktober 1916 betreffende de staat van oorlog en de staat van beleg.

---

#### Artikel 60

De voegwoordcombinatie "en/of" moet worden vermeden en vervangen door het voegwoord "of".

Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 86, tweede lid.

#### Artikel 61

1. In deze bepaling wordt gebruik gemaakt van de uitdrukking "militaire reservemagistraten". De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat het woord "militaire" moet vervallen.

2. Aangezien de inhoud van deze bepaling aansluit bij die van artikel 52 van het voorontwerp, wordt verwezen naar opmerking 1 die bij dat artikel is gemaakt.

---

#### Artikel 62

Volgens deze bepaling moet de militaire auditeur (lees : "krijgsauditeur" ? zie infra, slotopmerkingen van taalkundige aard) een register bijhouden waarin onder meer de hogere beroepen, de voorzieningen in cassatie en "de oplossingen" moeten worden genoteerd.

De woorden "de oplossingen" worden het beste vervangen door de woorden "de genomen beslissingen".

#### Artikel 65

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

---

#### Artikel 66

Er wordt verwezen naar opmerking 2 die gemaakt is bij artikel 57 van het voorontwerp, doordat in dat artikel ook gerefereerd wordt aan "een plaats (waar) de omstandigheden ... van zodanige aard zijn dat zij zich in staat van beleg bevindt".

#### Artikel 68

Er wordt verwezen naar opmerking 1 die gemaakt is bij artikel 52, § 1.

#### Artikel 69

In deze bepaling wordt voorgeschreven dat leden van de griffie en personeelsleden van de griffie in geval van verhindering worden vervangen door een plaatsvervanger, maar wordt niet aangegeven volgens welke procedure die plaatsvervangers zullen worden aangewezen.

#### Artikel 70

De Raad van State ziet niet in waarom de personen die in dit artikel worden vermeld, geen brevet inzake militaire technieken hoeven te bezitten.

Overigens biedt het ontworpen tweede lid de commandant (welke commandant ?) de mogelijkheid "militaire beampten" aan te wijzen om in de griffie een ambt uit te oefenen. Het begrip "militaire beampten" is ongeschikt in het licht van de rechtspositionele regels die op militairen van toepassing zijn. Het is beter het woord "militairen" te gebruiken.

Aangezien het gaat om een wijziging van dienstaanwijzing van militairen bij militaire gerechten, kan men zich ten slotte afvragen of over zulk een bepaling niet hoeft te worden onderhandeld met de vakbonden in de zin van artikel 2 van de wet van

.../...

11 juli 1978 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van het militair personeel van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst.

#### Artikel 72

Er wordt verwezen naar opmerking 1 die bij artikel 52, § 1, is gemaakt.

De Raad van State ziet overigens niet in waarom het voorontwerp voor leden en personeelsleden van secretariaten geen bepaling in de zin van artikel 69 bevat.

Zoals de gemachtigden van de minister aangegeven hebben, is dat over het hoofd gezien en dient het voorontwerp op dit punt te worden verbeterd.

#### Artikel 73

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die bij artikel 70 zijn gemaakt.

#### Artikel 76

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

#### Artikel 77

Er wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

### Artikel 78

Krachtens deze bepaling wordt de voorzitter van het Militair Gerechtshof aangewezen uit de reservemagistraten, terwijl artikel 76 van het voorontwerp bepaalt dat de voorzitter van een kamer van het Militair Gerechtshof, wanneer hij een magistraat is, raadsheer bij het hof van beroep moet zijn.

Zoals de gemachtigden van de minister hebben beaamd, moet dat vereiste ook worden gesteld voor de aanwijzing van de voorzitter van het Militair Gerechtshof.

### Artikel 79

1. Er wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 52, § 1, is gemaakt.

2. Paragraaf 2 bepaalt dat verhinderde kamervoorzitters worden vervangen door een plaatsvervanger die zij aanwijzen. In deze bepaling wordt evenwel niet aangegeven volgens welk criterium die aanwijzing geschiedt, terwijl geen rekening wordt gehouden met de mogelijkheid dat de voorzitter niet meer in staat is zelf zijn plaatsvervanger aan te wijzen. Zoals de gemachtigden van de minister beaamd hebben, moet de bepaling op die punten worden herzien.

### Artikel 80

1. In de Franse tekst van het tweede lid moet, zoals in het ontworpen artikel 53, §§ 1 en 3, worden geschreven "(...) sont désignés par tirage au sort pour une session (...)".

2. Wat het vierde lid betreft, wordt verwezen naar opmerking 1 die bij artikel 53 is gemaakt.

#### Artikel 84

In deze bepaling, naar luid waarvan de assessoren tijdens de eerste terechtzitting waaraan zij deelnemen de eed afleggen, wordt niet vermeld wat de formule is van de eed die moet worden afgelegd, zoals reeds opgemerkt is in verband met artikel 53, § 4.

#### Artikel 87

In deze bepaling wordt met het begrip "militaire reservemagistraten" gewerkt. Zoals de gemachtigden van de minister beaamd hebben, moet het woord "militaire" vervallen.

Overigens wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 52, § 1, is gemaakt.

#### Artikel 88

In de onderzochte bepaling wordt niet aangegeven volgens welk criterium de plaatsvervanger door de auditeur-generaal wordt aangewezen, noch welke hoedanigheid die plaatsvervanger moet hebben. Er wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

#### Artikel 92

Wat het ontworpen tweede lid betreft, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 70, tweede lid.

Artikel 93

Er wordt verwezen naar de opmerking 1 die gemaakt is bij artikel 52, § 1.

---

Artikel 94

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 70.

Artikel 96

Wat het ontworpen tweede lid betreft, wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 70, tweede lid.

---

Artikel 97

Er wordt verwezen naar de opmerking 1 die gemaakt is bij artikel 52, § 1.

Artikel 98

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is bij artikel 70.

Hoofdstuk I - Regeling van de bevoegdheid (lees : bevoegdheidsverdeling) tussen de militaire rechtscolleges en de gerechten van gemeen recht

Met het oog op de duidelijkheid wordt voorgesteld om in het opschrift de woorden "gerechten van gemeen recht" te vervangen door het woord "strafgerechten".

Deze opmerking geldt ook voor het vervolg van het ontwerp.

### Artikel 100

1. In deze bepaling is sprake van een "plaats die ... zich volgens de wet in staat van beleg bevindt". In andere bepalingen van het voorontwerp, zoals de artikelen 57 en 66, is evenwel sprake van een "plaats (waar) de omstandigheden ... van zodanige aard zijn dat zij zich in staat van beleg bevindt".

Die discrepantiemoet worden weggewerkt als het bepaaldelijk de bedoeling van de steller van het voorontwerp is te verwijzen naar de voormelde besluitwet van 11 oktober 1916.

2. Zoals de gemachtigden van de minister beaamd hebben, is het begrip "inwoners" te beperkt, inzonderheid op het stuk van het strafrecht. Het is de bedoeling van de steller van het voorontwerp te verwijzen naar eenieder die zich op het grondgebied bevindt.

3. Als dit artikel, zoals in de memorie van toelichting wordt aangegeven, "inhoudelijk (aansluit) bij artikel 20 van de wet van 15 juni 1899 die door deze wet wordt opgeheven" en het er bijgevolg toe strekt in oorlogstijd en bij ontstentenis van gewone rechtbanken aan de militaire gerechten alle bevoegdheden op te dragen om recht te spreken, ongeacht de hoedanigheid van de persoon, dient dit artikel, in fine, als volgt te worden gesteld :

"... worden de (inwoners) voor alle overtredingen van de gewone strafwetten overeenkomstig die wetten berecht door de militaire gerechten."

### Artikel 101

Er behoort te worden geschreven :

"(...) bevoegd om kennis te nemen van de strafbare feiten die tot de bevoegdheid van de militaire gerechten (...)".

#### Artikel 102

1. In paragraaf 1 is het beter te verwijzen naar het koninklijk besluit waarbij de oorlogstijd wordt opgeheven dan te werken met de woorden "bij het einde van de oorlogstijd".

2. Paragraaf 3 luidt als volgt : "De territoriale bevoegdheid van de gerechten bedoeld in § 1 of van de kamer van inbeschuldigingstelling bedoeld in § 2, wordt geregeld volgens het Wetboek van strafvordering.". In het voorontwerp wordt niet aangegeven welke regels van het Wetboek van Strafvordering zullen gelden wanneer het gaat om zaken die aanhangig zijn bij een militaire rechtbank te velde of een buitengewone militaire rechtbank te velde die in het buitenland is gevestigd.

Wat de artikelen 105 en 106 van het voorontwerp betreft, moet op dezelfde leemte opmerkzaam worden gemaakt.

Uit de uitleg van de gemachtigden van de minister blijkt dat dit over het hoofd is gezien en dat de onderzochte bepaling zal worden aangevuld.

#### Artikel 103

Volgens de gemachtigden van de minister dient niet naar artikel 100, maar naar artikel 102 van het voorontwerp te worden verwezen.

.../...

Artikel 104

Het begrip rechtbank is te beperkt, aangezien deze bepaling eveneens betrekking heeft op het Militair Gerechtshof. Bijgevolg is het beter de woorden "het bevoegde gerecht" te gebruiken.

#### Artikel 107

Volgens deze bepaling worden personen die overeenkomstig de ontworpen artikelen 14 tot 14undecies van het Militair Strafwetboek onderworpen zijn aan de militaire straffen, na de afkondiging van de oorlogstijd, berecht door de militaire rechtbanken voor alle overtredingen van de militaire straffen of andere bijzondere straffen of van het gewone Strafwetboek.

De woorden "Na de afkondiging van de oorlogstijd" zouden het best vervangen worden door de woorden "Vanaf de inwerkingtreding van het koninklijk besluit houdende mobilisatie van het leger, uitgevaardigd krachtens artikel 42" (van het voorontwerp).

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat in die bepaling gewerkt moet worden met het begrip "de militaire wetten en de straffen".

#### Artikel 108

Er moet worden gepreciseerd dat het gaat om "vreemdelingen, zelfs vreemdelingen die geen militair zijn, en die in oorlogstijd naar het Belgische grondgebied vluchten".

#### Artikel 112

Er behoort te worden gepreciseerd dat het Militair Gerechtshof kennis neemt van de "hogere beroepen" tegen vonnissen van militaire rechtbanken.

#### Artikel 113

Volgens deze bepaling is het "gemeen strafprocesrecht" van toepassing in oorlogstijd "behoudens de uitzonderingen bedoeld in deze titel".

De Raad van State stelt evenwel vast dat ook elders dan in Titel III van het voorontwerp afwijkingen bestaan, inzonderheid wat betreft de personen die bevoegd zijn om daden van vervolging en van onderzoek te stellen. Zoals de gemachtigden van de minister beaamd hebben, is het bijgevolg beter te spreken van de uitzonderingen vervat in Boek II van het voorontwerp.

#### Artikelen 116, 117 en 118

Bij deze bepalingen van het voorontwerp wordt uitgesloten dat de strafvordering bij het militaire gerecht aanhangig wordt gemaakt door middel van een rechtstreekse dagvaarding door de benadeelde partij.

In de bespreking van die bepaling wordt het volgende gesteld :  
"Rechtstreekse dagvaarding door de benadeelde partij of burgerlijke partijstelling is in oorlogstijd niet mogelijk. Hierop wordt evenwel een uitzondering gemaakt voor ernstige schendingen van het humanitair recht, zoals bedoeld in artikel 9, § 4, van de wet van 16 juni 1993."

In die bespreking wordt evenwel niet aangegeven waarom die mogelijkheid uitgesloten wordt.

De gemachtigden van de minister hebben uitgelegd dat het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is in oorlogstijd te voorkomen dat de werking van het leger geblokkeerd raakt door oneigenlijke beroepen tegen militairen. Die uitleg zou in de memorie van toelichting moeten worden opgenomen.

Ten slotte ziet de Raad van State niet in waarom in de bespreking van deze bepaling voorbehoud wordt gemaakt voor artikel 9, § 4, van de wet van 16 juni 1993

.../...

betreffende de bestraffing van ernstige schendingen van het internationaal humanitair recht. Die bepaling wordt immers opgeheven bij artikel 37 van het voorontwerp.

De gemachtigden van de minister hebben uitgelegd dat het hier om een vergissing gaat.

#### Artikel 119

1. Er wordt verwezen naar de opmerkingen die gemaakt zijn bij het ontworpen artikel 184ter van het Wetboek van Strafvordering (artikel 3 van het voorontwerp).

2. Voorts bevat de tekst een contradictie doordat daarin wordt bepaald dat in oorlogstijd alleen met toestemming van de vervolgte persoon ambtshalve een verdediger mag worden aangesteld.

---

#### Artikel 122

In paragraaf 4 moet worden bepaald dat de militaire auditeur (lees : krijgsauditeur" ?) hoger beroep kan instellen.

Voorts wordt in de onderzochte bepaling niet vermeld wat het gevolg is van het instellen van dat beroep voor de invrijheidstelling van de verdachte, waartoe de raadkamer besluit.

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat de onderzochte bepaling op dat punt moet worden aangevuld.

#### Artikel 124

In het eerste en het vierde lid moeten na de woorden "de beklaagde" de woorden "of de beschuldigde" worden ingevoegd.

#### Artikel 125

De voorgenomen wijziging is van louter terminologische aard. Het zou evenwel beter zijn te verwijzen naar de wet van 1 juli 1964 tot bescherming van de maatschappij tegen abnormalen, gewoontemisdadigers en plegers van bepaalde seksuele strafbare feiten <sup>(9)</sup> en de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie in hun geheel, in plaats van te verwijzen naar bijzondere bepalingen van die wetten. Die wetten kunnen immers later nog gewijzigd worden.

#### Artikel 126

Het woord "verhaal" moet worden vervangen door de woorden "hoger beroep".

Krachtens deze bepaling mag de termijn worden geschorst waarbinnen overeenkomstig de vereisten van artikel 138 van het voorontwerp hoger beroep kan worden ingesteld. In de onderzochte bepaling staat evenwel niet wat de gevolgen van die schorsing zijn voor de lopende strafrechtelijke procedure, inzonderheid voor de verjaring van de strafvordering.

#### Artikel 138

1. Er wordt verwezen naar algemene opmerking 1.

---

<sup>(9)</sup> In de Franse tekst schrijve men "loi de défense sociale à l'égard des anormaux, des délinquants d'habitude et des auteurs de certains délits sexuels" en niet "... de certaines infractions sexuelles", zoals in het voorontwerp.

2. De gemachtigden van de minister hebben bevestigd dat het begrip "militaire noodwendigheden" moet worden verduidelijkt.

3. In het eerste lid wordt niet vermeld op welke wijze de partijen op de hoogte zullen worden gebracht, inzonderheid van de beperking van de appeltermijn tot maximaal vijf dagen.

4. Onder voorbehoud van die opmerkingen, zou het eerste lid beter als volgt worden gesteld :

"Art. 138. Bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, kan de termijn om hoger beroep in te stellen wegens "militaire noodwendigheden" (zie opmerking 1) geschorst worden of teruggebracht worden tot een maximumtermijn van vijf dagen."

#### Artikel 140

Artikel 140 bevat geen enkele aanwijzing over de wijze waarop het openbaar ministerie een verklaring van voorziening in cassatie kan doen.

#### Artikel 142

Er wordt verwezen naar de opmerkingen die bij artikel 138 zijn gemaakt.

#### Artikel 143

Bij deze bepaling van het voorontwerp worden verscheidene wet- en verordeningsteksten opgeheven.

Wat het eerste streepje betreft, wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 14 is gemaakt.

In de Franse tekst van het vijfde streepje moet in het opschrift van de wet van 20 juli 1814 het woord "l'Instruction" vervangen worden door de woorden "L'instruction provisoire".

In de tekst achter het zevende streepje moet het opschrift van het besluit van de Soevereine Vorst van 15 maart 1815 als volgt worden weergegeven :

"Besluit van de Soevereine Vorst (Willem van Oranje - Nassau) van 15 maart 1815 waarbij het Militair Strafwetboek en het tuchtreglement in Holland uitvoerbaar worden verklaard".

In de tekst achter het achtste streepje behoort te worden geschreven :

"Besluit van het Voorlopig Bewind van 9 november 1830 betreffende de openbaarmaking van alle zaken die bij de krijgsraden worden aangebracht".

In de tekst achter het tiende streepje moet worden aangegeven dat het gaat om de wetten van 15 juni 1899.

In de tekst achter het elfde streepje dienen in het opschrift van het koninklijk besluit van 18 augustus 1914 de woorden "in oorlogstijd" te vervallen.

In de tekst achter het zestiende streepje behoort te worden geschreven "de artikelen 7 en 8 van de besluitwet van 14 september 1918 betreffende de wetgeving in strafzaken - Wijzigingen".

De Raad van State vraagt zich af of na het achttiende streepje geen melding hoeft te worden gemaakt van de besluitwet van 18 september 1944 betreffende de bestendige krijgsraden, als op te heffen regeling. Volgens de gemachtigden van de minister moet die regeling inderdaad worden opgeheven.

#### Artikel 144

In het vijfde lid wordt bepaald dat de betrekkingen van de tijdelijke formatie in afbouw "worden afgeschaft naarmate de betrokken ambtenaren ze niet langer bekleden, inzonderheid na een benoeming in andere ambten, pensionering, ontslag of overlijden". Het woord "inzonderheid" impliceert dat nog andere gevallen in aanmerking zouden kunnen komen.

Volgens de gemachtigden van de minister gaat het om afzetting om tuchttreden en ontslag ambtshalve. De onderzochte bepaling moet in die zin worden aangevuld.

#### Artikelen 145 en 146

1. In deze bepalingen wordt aangegeven hoeveel magistraten en leden van de griffie of het secretariaat thans bij de militaire gerechten werkzaam zijn. De aantallen die in de Franse tekst voorkomen, zijn niet steeds dezelfde als die van de Nederlandse tekst. Zo staat in de Franse tekst van artikel 145, § 3, dat er negen eerste substituten van de militaire auditeur (lees "krijgsauditeur" ? Zie infra, Slotopmerkingen van taalkundige aard) zijn, terwijl er volgens de Nederlandse tekst zeven eerste substituten van de militaire auditeur zijn. Er worden ook verschillende aantallen opgegeven voor de substituten van de militaire auditeur (6-8), waarvan sprake is in dezelfde bepaling, voor de griffiers bij het Militair Gerechtshof (1-3), waarvan sprake is in artikel 146, § 1, van het voorontwerp, voor de griffiers-hoofden van dienst (3-4), de griffiers (25-26) en de opstellers (8-5) en de

.../...

beambten (7-10) waarvan sprake is in artikel 146, § 2, van het voorontwerp en voor de adjunct-secretarissen (1-4) waarvan sprake is in artikel 146, § 3, van het voorontwerp..

Zoals de gemachtigden van de minister beaamd hebben, moeten deze bepalingen worden herzien opdat daarin melding wordt gemaakt van het juiste aantal personen die bij de tijdelijke formaties in afbouw betrokken zijn.

2. In artikel 146, § 3, is sprake van "de tijdelijke militaire personeelsformatie van de secretarissen ...". Ook in de artikelen 147, 148, 149, 150, 152, 153, 154, 160 en 162 van het voorontwerp wordt het begrip "militaire (personeels)formatie" gebezigd. De gemachtigden van de minister hebben toegegeven dat het woord "militaire" in al die bepalingen mag vervallen.

3. Op de vraag wat er zal gebeuren met de militairen die thans bij de griffies en secretariaten van de militaire gerechten gedetacheerd zijn, hebben de gemachtigden van de minister geantwoord dat zij geen deel uitmaken van de tijdelijke formaties in afbouw. Die militairen zullen opnieuw ter beschikking van de strijdkrachten worden gesteld.

De memorie van toelichting moet op dit punt worden aangevuld.

---

#### Artikel 150

1. Krachtens deze bepaling worden de griffiers en het personeel van de griffie van het Militair Gerechtshof die zijn "toegewezen aan" de griffie van een hof van beroep, daar met hun instemming benoemd zodra een betrekking vacant wordt, doch alleen op voorwaarde dat zij de evaluatie "zeer goed" hebben gekregen en dat bij de benoeming de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken wordt nageleefd.

Uit de bespreking van deze bepaling blijkt dat deze benoemingen "geschieden zonder bekendmaking van de vacature en zonder dat betrokkene de eed moet afleggen.". De Raad van State vraagt zich af wat er zal gebeuren met de leden van niet-militaire griffies die te wedijveren zullen hebben met dat personeel van militaire griffies, aangezien daarover in de ontworpen bepaling niets wordt gezegd.

De gemachtigden van de minister hebben te kennen gegeven dat voorrang wordt gegeven aan de leden van militaire griffies boven de andere leden van niet-militaire griffies.

Deze voorkeur dient objectief te kunnen worden verantwoord in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

2. In het tweede lid wordt gesteld dat "ingeval meerdere personen komende van de griffie van het militair gerechtshof afgevaardigd zijn in dezelfde griffie de voorwaarden vervullen bepaald in het 1<sup>ste</sup> lid, (...) de benoeming toe(komt) aan degene met de grootste graadanciënniteit". In deze bepaling wordt evenwel niet aangegeven wat er moet worden gedaan wanneer de kandidaten dezelfde graadanciënniteit hebben.

De gemachtigden van de minister hebben erop gewezen dat in dat geval een andere objectieve maatstaf moet worden aangelegd. De onderzochte bepaling dient in die zin te worden aangevuld.

Dezelfde opmerkingen gelden voor de artikelen 151 en 152 van het voorontwerp. Het is de Raad van State evenwel niet duidelijk om welke reden in artikel 151 van het voorontwerp niet meer de voorwaarde van de inachtneming van de voormelde wet van 15 juni 1935 wordt vermeld.

#### Artikel 155

Bij het tweede lid worden de bepalingen van Deel II, Boek I, Titel VI, Hoofdstuk Vquinqüies van het Gerechtelijk Wetboek over de evaluatie van magistraten toepasselijk verklaard op magistraten die behoren tot de afbouwformatie.

Artikel 160 van het voorontwerp bepaalt echter dat de evaluatie alleen plaatsheeft in het rechtscollege waar zij hun ambt bij delegatie uitoefenen. Hieruit volgt dat de artikelen 157 en 160 dienen te worden samengevoegd, waarbij duidelijk moet blijken van welke bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek wordt afgeweken.

#### Artikel 157

De gemachtigden van de minister hebben beaamd dat het eerste lid moet worden aangevuld opdat eveneens het geval van afzetting en overlijden in aanmerking wordt genomen.

### Artikel 160

Er wordt verwezen naar de opmerking bij artikel 155.

### Artikel 161

Er dient te worden gepreciseerd dat de geboden waarborg alleen geldt voor de verschillende categorieën van personeel dat behoort tot de tijdelijke afbouwformaties.

### Artikel 166

Zoals onderstreept is in verband met artikel 102 van het voorontwerp, wordt in de onderzochte bepaling aangegeven naar welke strafgerechten de zaken worden verwezen die bij de militaire gerechten aanhangig zijn bij de inwerkingtreding van de ontworpen wet. Volgens paragraaf 3 wordt de territoriale bevoegdheid van de gewone gerechten geregeld volgens de voorschriften van het Wetboek van Strafvordering. De onderzochte bepaling regelt echter niet wat er gebeurt met de zaken die aanhangig zijn bij de krijgsraad te velde die in het buitenland gevestigd is.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 170 en 171 van het voorontwerp.

De gemachtigden van de minister hebben erop gewezen dat het ontwerp op dit punt moet worden aangevuld.

### Artikel 172

Veeleer dan gebruik te maken van een juridische fictie, door te stellen dat de magistraten en het personeel van militaire gerechten die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet in die gerechten een ambt uitoefenen "geacht worden

houder te zijn van een brevet inzake militaire technieken", is het verkieslijk hen van deze verplichting vrij te stellen.

### Slotopmerkingen van wetgevingstechnische aard

1. In het Frans is het gebruikelijk "Chapitre premier" voluit te schrijven. Zo ook wordt de eerste onderverdeling aangegeven met rangtelwoorden ("Chapitre premier", "article 1<sup>er</sup>", "§ 1<sup>er</sup>", ...), terwijl de daaropvolgende onderverdelingen aangegeven worden met hoofdtelwoorden, in Romeinse cijfers voor de onderverdelingen die groter zijn dan het artikel ("Chapitre II", "Section II", ...), in Arabische cijfers voor de artikelen en de onderverdelingen hiervan ("article 2", "alinéa 2", ...).

De nummering van de hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen bevat talrijke fouten en dient te worden verbeterd. De nummering van de titels, hoofdstukken, afdelingen en onderafdelingen, waarbij Romeinse en Arabische cijfers elkaar afwisselen, dient eenvormig te worden gemaakt.

2. De bepalingen die bij de ontworpen artikelen worden ingevoegd, moeten tussen aanhalingstekens worden geplaatst.

Deze opmerking geldt onder meer voor de artikelen 8, 9, 10, 17, 24 en 33.

3. Het is raadzaam het woord "onverminderd", dat aanleiding geeft tot verwarring, te vermijden en de voorkeur te geven aan de woorden "onder voorbehoud van de toepassing van".

Deze opmerking geldt onder meer voor de artikelen 6, 26, 47 en 119.

4. Het voorontwerp bevat tevens talrijke spellingfouten, fouten tegen de interpunctie en grammaticale fouten, inzonderheid wat betreft de overeenkomst van het verleden deelwoord in het Frans.

Deze opmerking geldt meer bepaald voor de artikelen 10, 11, 13, 17 en 158.

#### Slotopmerkingen van taalkundige aard

\_\_\_\_\_ De Nederlandse tekst van menige bepaling van het voorontwerp laat uit een oogpunt van correct taalgebruik en consistente terminologie te wensen over.

Zo bijvoorbeeld beantwoordt, wat het laatste punt betreft, in artikel 24 (ontworpen artikel 309bis) aan het Nederlands "aanwijzen" in de Franse lezing zowel "nommer" als "désigner", beantwoordt achtereenvolgens in artikel 32 (ontworpen lid van artikel 16, § 2) aan de term "prévenu" in de Nederlandse versie "verdachte", in artikel 56, § 5 en in artikel 82 "betichte" en in artikel 124 "beklaagde". Ook wordt immer de term "militaire auditeur" gebruikt, in plaats van "krijgsauditeur" (huidige benaming).

Wat het eerstgenoemde punt aangaat, zij erop gewezen dat het voorontwerp termen bevat die in de context waarin ze gebezigd worden als niet-correct worden aangemerkt, als daar zijn "overmaken" in plaats van "overzenden"; "binnen de ... uur", in plaats van "binnen ... uur"; "afleveren" in plaats van "afgeven, uitreiken"; "een einde stellen aan" in plaats van "een einde maken aan"; "in functie van" in plaats van "naargelang van".

-----

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs  
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,  
kamervoorzitter,

Madame  
Mevrouw

J. JAUMOTTE,  
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,  
staatsraden,

Messieurs  
de Heren

J. van COMPERNOLLE,  
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,  
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame  
Mevrouw

A.-C. VAN GEERSDAELE,

greffier assumé,  
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par  
Mme P. VANDERNACHT, auditeur. La note du  
Bureau de coordination a été rédigée par  
Mme G. MARTOU, auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de  
Mevr. P. VANDERNACHT, auditeur. De nota van  
het Coördinatiebureau werd opgesteld door  
Mevr. G. MARTOU, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la  
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle  
de M. J. JAUMOTTE.

De overeenstemming tussen de Franse en de  
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht  
van de H. J. JAUMOTTE.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS